

Politique africaine
161-162



L'Afrique des sciences sociales

Bas, débats, combats



KARTHALA

L'Afrique des sciences sociales. Bas, débats, combats

Comment la recherche de sciences sociales en et sur l'Afrique a-t-elle évolué durant les quatre dernières décennies ? Quelles sont les lignes et les fractures épistémologiques qui se dessinent aujourd'hui ? Quel sens cela a-t-il de continuer à promouvoir des études africaines dans les universités ? Qui y parle d'Afrique, et à qui ? Ce sont ces questions qui traversent ce double numéro, conçu à l'occasion des 40 ans de *Politique africaine*. La création de la revue avait marqué un engagement fort, à une époque où les contextes scientifiques, mais aussi politiques et idéologiques, n'étaient pas les mêmes. Les approches par le bas ouvraient la recherche à de nouveaux terrains tout en posant une distance critique à l'égard des compréhensions de l'Afrique focalisées sur les relations de domination entre le continent et le reste du monde. D'autres rapports de domination sont aujourd'hui mis en cause tant à l'intérieur de l'Afrique qu'au sein même du champ des études africaines. Et le continent apparaît comme un espace singulier où questionner plus globalement le devenir du monde à l'ère néolibérale. Rassemblant les contributions d'anthropologues, de démographes, de géographes, d'historiens, de politistes et de sociologues, ce volume éclaire et interroge les passés, les présents et les futurs de l'Afrique des sciences sociales. De bas en haut, débats et combats continuent.

Coordonné par Vincent
Bonnecase et Julien Brachet
avec les contributions de
Jean Copans, Peter Geschiere,
Katrien Pype, Ophélie Rillon,
Laurent Fourchard,
Jean-François Bayart,
Judith Scheele, Andreas
Eckert, Janet Roitman,
Julie Soleil Archambault,
Alexie Tcheuyap,
Barbara M. Cooper,
Mounia Bennani-Chraïbi,
Jean-Pierre Olivier de Sardan,
Jean-François Kobiané,
Marc Pilon, Alain Dubresson,
Frederick Cooper, Gabrielle
Hecht, Abdoulaye Sounaye,
Sylvie Bredeloup,
Sabelo Ndlovu-Gatsheni,
Didier Gondola

Photo de couverture :
© Siata Soppo Traoré

CNL
CENTRE
NATIONAL
DU LIVRE

Rédaction

Les Afriques dans le monde – Sciences Po Bordeaux

Domaine universitaire

11, allée Ausone - 33607 Pessac cedex

e-mail : politique-africaine@sciencespo-bordeaux.fr

site Internet : <https://polaf.hypotheses.org/>

La Revue des livres continue d'être éditée au secrétariat parisien de la revue. Les livres pour compte rendu doivent être envoyés à l'adresse suivante: Julien Brachet, *Politique africaine*, UMR DevSoc, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - IRD, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 75012 Paris.

Directrice de la publication : Sandrine Perrot

Rédacteurs en chef : Julien Brachet et Vincent Bonnecase

Comité de lecture : Alessandro Jedlowski, Alexis Roy, Boris Samuel, Chloé Buire, Dominique Connan, Étienne Smith, Fanny Chabrol, Fred Eboko, Irene Bono, Jacobo Grajales, Joël Glasman, Julien Brachet, Mahaman Tidjani Alou, Marie Brossier, Moritz Hunsmann, Nadine Machikou, Nina Sylvanus, Samuel Sanchez, Sandra Fancello, Séverine Awenengo Dalberto, Vincent Bonnecase

Responsables de rubriques : Alessandro Jedlowski (Revue des livres), Fanny Chabrol (Recherche, Conjoncture)

Secrétaire de rédaction : Yann Lézénès

La revue **Politique africaine** est publiée par l'Association des chercheurs de *Politique africaine* (présidente Sandrine Perrot, trésorier Alexis Roy, secrétaire générale Mehdi Labzaé). Avec le soutien du Centre de recherches internationales (CERI, Sciences Po), de l'UMR Les Afriques dans le monde (LAM, Sciences Po Bordeaux), de l'Institut des mondes africains (Imaf).

Avec le concours du Centre national du livre.

Politique africaine est une revue à comité de lecture. Les opinions émises n'engagent que leurs auteurs. La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont confiés et se réserve le droit de modifier les articles pour des raisons éditoriales.

Édition, ventes et abonnements

Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris

Tél. : 01 43 31 15 59 Fax : 01 45 35 27 05

e-mail : karthala@orange.fr • site Internet : www.karthala.com

Bulletin d'abonnement et bon de commande en fin d'ouvrage

© Éditions Karthala, 2021

(première version papier, 2020)

ISBN : 978-2-8111-2827-2

Conception graphique : Bärbel Müllbacher

Photo de couverture : © Siaka Soppo Traoré. « The One », de la série SUNU Street, 2013.



Politique africaine

*L'Afrique des sciences sociales
Bas, débats, combats*

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

L'Afrique des sciences sociales. Bas, débats, combats

COORDONNÉ PAR VINCENT BONNECASE ET JULIEN BRACHET

INTRODUCTION AU THÈME

AFRIQUE ET ENGAGEMENT SCIENTIFIQUE : SUR LE MOUVEMENT DES LIGNES

Les lignes de la production de connaissances en et sur l'Afrique et les diasporas africaines ne cessent de bouger, au gré des transformations des contextes politiques, institutionnels, idéologiques et épistémologiques au sein desquels elle se réalise. En prenant l'engagement scientifique comme fil conducteur, cet article introductif pose quatre grandes questions relatives au passé, au présent et aux futurs possibles des études africaines. « L'Afrique » constitue-t-elle aujourd'hui un périmètre scientifique légitime ? Comment à la fois considérer des dynamiques autonomes par le bas et des rapports de domination ? En quoi l'évolution contemporaine des sociétés africaines aide-t-elle à penser celles d'autres sociétés à travers le monde ? Comment articuler les arènes de production des savoirs sur l'Afrique sans anéantir leur pluralité ?

« Quarante ans est un âge implacable. [...] Il ne cache rien. On ne lui cache rien. Il ne nous cache plus rien. Tout se dévoile ; tout se révèle. Tout se trahit. Quarante ans est un âge impardonnable¹. »

En écrivant ces mots, Charles Péguy ne pensait pas à une revue académique. Et nous n'allons évidemment pas tout révéler ici. Ni, on l'espère, tout trahir. Pour autant, son propos ne manque pas de nous interpeller à l'occasion de ces quarante ans de *Politique africaine*. Une revue qui, comme tant d'autres, était destinée à « faire bouger les lignes² », selon les mots de Robert Ageneau, fortement impliqué

1. C. Péguy, *Victor-Marie, Comte Hugo*, Paris, Gallimard, 1969 [1910], p. 20.

2. C. Maurel, « Comment une maison d'édition française donne la parole aux historiens des Suds. Entretien avec Robert Ageneau », *Revue Tiers Monde*, n° 216, 2013, p. 135.

dans sa création et fondateur des éditions Karthala. Quarante ans plus tard, les lignes de la production et de la transmission de connaissance en et sur l'Afrique et les diasporas africaines ont certainement bougé. C'est à ces mouvements de lignes qu'invite à réfléchir ce numéro spécial sur « l'Afrique des sciences sociales ».

La création de *Politique africaine* a marqué un engagement scientifique et faisait bien plus que de combler un trou spatial, thématique ou disciplinaire dans le paysage éditorial francophone : il s'agissait d'affirmer, sinon de déplacer, quelque chose, et l'Afrique apparaissait alors comme un espace singulier où le faire. L'une des grandes orientations consistait à davantage considérer les dynamiques historiques endogènes des sociétés locales, ainsi que la part d'autonomie des acteurs ou actrices subordonné-e-s, sans les réduire à ce rapport de subordination. Cela allait de pair avec la volonté de chercher le politique en dehors de ses espaces conventionnels, de le considérer « par le bas », entendu comme un point d'observation permettant d'appréhender la diversité de ce qui se passe dans la quotidienneté des relations de pouvoir et des pratiques sociales. Pareilles orientations ont amené à étendre ce que l'on entend par « politique » au-delà des espaces africains, tout en réévaluant la part de populations trop facilement perçues comme silencieuses, dans leur propre histoire comme dans celle du monde.

La valeur d'engagement de ces approches tenait toutefois aux contextes scientifique, mais aussi idéologique et politique, dans lesquels elles se sont déployées. Considérer la part d'autonomie des acteurs n'a pas tout à fait le même sens dans les années 1980 que dans les années 2020, alors qu'un certain nombre de paradigmes de la domination ont connu un net déclin, tant dans la pensée scientifique que dans les mobilisations sociales. Il est devenu aujourd'hui plus commun d'affirmer que tout est politique, au point que rien ne paraît plus l'être en particulier. L'Afrique passe aussi davantage pour être composée de sociétés comme les autres, de telle sorte que l'entreprise de banalisation qui a autrefois animé les études africaines ne répond ni aux mêmes enjeux, ni à la même urgence scientifique. Bien au contraire, la lecture de ces sociétés au prisme de catégories analytiques initialement mobilisées dans d'autres espaces sociaux a soulevé de nouvelles questions relatives à l'universalisme supposé des sciences sociales. Et ce alors même que des contestations grandissantes s'expriment contre une domination blanche et masculine dans différents contextes, à commencer par celui des universités.

Sociétés humaines et disciplines scientifiques ne cessent de se transformer et, avec elles, les regards que celles-ci posent sur celles-là. L'évolution de la recherche en et sur l'Afrique révèle ainsi non seulement les transformations des sociétés africaines, mais aussi celles des manières dont ces sociétés sont observées par les mondes académiques, eux-mêmes situés dans des temporalités tout à la fois scientifiques et politiques. L'objectif de ce numéro spécial de *Politique africaine* est de réfléchir aux articulations entre ces dynamiques de changement à partir des contributions de 25 chercheur-e-s en anthropologie, démographie, géographie, histoire, science politique et sociologie. Il s'agissait pour ces auteur-e-s de se livrer

à un exercice d'écriture qui allait à rebours de la tradition fortement empiriste de la revue, puisqu'on leur a demandé de s'extraire de leurs terrains pour faire résonner leurs propres orientations thématiques, méthodologiques, disciplinaires ou théoriques à l'intérieur du champ plus général des sciences sociales.

Ce qui suit est naturellement très loin d'épuiser toutes les courbures et évasions de lignes qui ont marqué l'évolution des études africaines depuis quarante ans mais permet d'aborder, autour du fil conducteur de l'engagement scientifique, quatre grandes questions. La première tient au périmètre de nos recherches : quel sens cela a-t-il de continuer à promouvoir des « études africaines » dans des universités et des centres de recherche à travers le monde ? La seconde réside dans les soubassements politiques des approches « par le bas » : comment la considération d'une autonomie des acteurs sociaux s'est-elle articulée avec la compréhension des rapports de domination ? La troisième touche aux résonances des sociétés africaines dans le reste du monde : en quoi leurs trajectoires aident-elles à comprendre l'évolution générale des autres sociétés contemporaines à l'ère néolibérale ? Et la quatrième consiste à se demander qui parle d'Afrique, et à qui, dans le champ académique : alors que cette question anime des tensions de plus en plus vives au cœur même des études africaines, en quoi engage-t-elle celle des inégalités matérielles, mais aussi celle des épistémologies ?

L'AFRIQUE COMME PÉRIMÈTRE SCIENTIFIQUE LÉGITIME ?

Cette première question peut s'envisager sous un double prisme classique en sciences sociales. « L'Afrique » a-t-elle jamais existé et existe-t-elle encore de quelque manière que ce soit dans un monde animé d'intenses circulations et largement globalisé ? Y a-t-il un avantage scientifique, ne serait-ce que dans l'organisation pratique de nos recherches, à faire « comme si » l'Afrique existait en tant que telle – même si ce n'est pas le cas –, un intérêt heuristique ou, ce qui est différent, un sens politique ?

La rétivité à envisager que l'Afrique soit dotée d'une unité distinctive tient à l'évidence de sa diversité interne et de l'impossibilité d'en déterminer des limites claires, qui la singulariserait vis-à-vis d'un extérieur. Mais cela tient également à l'aversion – tardivement généralisée – pour les uniformisations racialistes, puis culturalistes et évolutionnistes dont elle a pu faire l'objet, plus que d'autres continents, dans des champs scientifiques et extrascientifiques³. Cette question de l'unité distinctive renvoie au vaste débat sur les aires culturelles et régionales qui anime les sciences sociales depuis le milieu du XX^e siècle⁴. Il a été montré

3. Cela explique peut-être la profusion des intitulés affichant « Afriques » avec un « s » visant à affirmer son évidente pluralité, chose que l'on ne penserait pas à faire pour l'Europe, l'Asie ou l'Océanie.

4. Voir par exemple le numéro spécial intitulé « Area studies » du *Bulletin international des sciences sociales*, vol. 4, n° 4, 1952, publié sous l'égide de l'Unesco, qui présente l'émergence de ce nouveau champ d'étude.

à maintes reprises combien cette manière de découper et de penser le monde provenait directement de l'ethnocentrisme occidental, en contexte colonial et impérial, qui avait produit une forme d'essentialisation globalisante de régions, de cultures et de populations non occidentales⁵. Ce qui n'empêche pas de réfléchir aux justifications qu'il y a à identifier un espace comme périmètre spécifique, non pas en fonction de critères statiques qui naturaliseraient l'espace ainsi identifié, mais au regard d'événements contingents qui lui confèrent des caractéristiques propres, évolutives dans le temps, sans tout dire pour autant. Les articles qui suivent suggèrent plusieurs voies possibles à ce titre.

L'une d'entre elles tient aux trajectoires politiques des sociétés africaines, marquées par les traites esclavagistes, les conquêtes coloniales, les formations impériales et l'émergence d'États-nations, mais aussi par des dynamiques sociales autonomes, ancrées dans des histoires plus anciennes – cette « structuration endogène, et parfois immatérielle, du social dans son autonomie » sur laquelle revient ici Jean-François Bayart. Ce qui compte en l'occurrence, ce n'est pas le fait que les trajectoires politiques, et la formation des empires ou des États en particulier, se soient nourries de multiples tiges souterraines ayant leurs histoires autonomes – ce qui est vrai en Afrique comme partout ailleurs –, mais les manières concrètes dont cela s'est fait dans des contextes africains. C'est aussi ce qu'exprime ici Peter Geschiere en parlant, à la suite d'Achille Mbembe⁶, d'une « Afrique indocile » où « même les institutions importées de l'extérieur ont presque immédiatement pris une vie propre dans un contexte africain plein de tournants inattendus » (p. 58).

Une autre voie possible consiste à mettre l'accent sur les circulations et les connexions, lesquelles permettent d'identifier des dynamiques à la fois transnationales et intracontinentales. Ainsi, Sylvie Bredeloup rappelle ici que les migrations africaines sont majoritairement intra-africaines, aujourd'hui comme hier, malgré les discours médiatiques et politiques qui, sur fond de xénophobie plus ou moins latente, laissent penser qu'elles ont pour destination principale l'Europe. Envisager ces mobilités à l'échelle intracontinentale ne permet pas seulement d'en donner une image plus proche de la majorité des pratiques à l'œuvre sur le continent africain ; cela amène aussi à reconsidérer les paradigmes, les outils méthodologiques et les catégories à partir desquels on les observe et on les interprète. Dans un autre ordre d'idée, Katrien Pype montre dans sa contribution que le développement du numérique, un peu trop vite associé à la dilution des appartenances locales dans une vaste virtualité globale, a renforcé des communautés imaginées sous un prisme national, religieux, éventuellement continental, ne serait-ce que par les liens plus faciles que cela permettait avec les

5. P. Claval, « Aires culturelles, hier et aujourd'hui », in T. Sanjuan (dir.), *Carnets de terrain. Pratique géographique et aires culturelles*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 13-42. Voir aussi C. Grataloup, *L'invention des continents. Comment l'Europe a découpé le monde*, Paris, Larousse, 2009.

6. A. Mbembe, *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 1988.

diasporas. Circulations et connexions, associées à leurs conditions matérielles de déploiement, concourent en cela à dessiner des espaces d'inter-relations qui, s'ils sont évidemment loin d'être exclusivement africains, peuvent aussi l'être.

Une autre voie encore – non exclusive des précédentes – est d'envisager la question sous l'angle des inégalités socio-spatiales à l'échelle internationale. Cette perspective peut apparaître d'autant plus bancal que l'Afrique a longtemps été insérée, par le truchement d'assignations institutionnelles allant de pair avec des interventions extérieures, dans des grandes catégories supposées dire sa pauvreté relative, sinon son retard présumé, vis-à-vis du reste du monde. Aujourd'hui, par un renversement tout autant imbibé d'évolutionnisme, plus personne ne parle d'une Afrique « sous-développée » concentrant une partie importante des « pays les moins avancés » : il est devenu plus commun de parler du Sud global et de célébrer « l'Afrique émergente » et les « nouvelles classes moyennes⁷ », catégories qui constituent le support d'autres formes d'interventions politiques et économiques, ainsi que le montre Janet Roitman dans ce volume. De la même manière, un ensemble régional tel que le Sahel, qui s'était progressivement retrouvé associé à la grande pauvreté dans les représentations internationales, est dorénavant prioritairement caractérisé – de l'extérieur – par d'autres formes de « crises⁸ », au premier rang desquelles des tensions et des violences à connotation religieuse sur lesquelles revient ici Abdoulaye Sounaye. Ces représentations ont donné naissance à un paradigme sécuritaire qui participe au renforcement de la « militarisation » du continent, même si celle-ci, comme le montre ici Judith Scheele, doit se comprendre en tant que prolongement de processus internes et internationaux anciens. Pour autant, malgré les changements de discours et de paradigmes, ces différents phénomènes ne peuvent être pleinement compris sans être liés d'une manière ou d'une autre aux questions de subalternité sociale et économique, repérables à des échelles différentes. À l'heure où l'on dilue parfois jusqu'aux marques autrefois les plus évidentes de cette subalternité relative dans une langue qui laisserait croire que les problèmes des uns seraient ceux de tous (ainsi la sécheresse se subsume-t-elle derrière le réchauffement climatique tandis que la faim devient un problème nutritionnel parmi d'autres), il est bon de conserver certains cadres spatiaux des inégalités qui confèrent, malgré tout, des spécificités à de vastes ensembles géographiques, non pas comme une raison fondamentale desdits ensembles, mais comme une toile de fond qu'on ne peut oublier.

Force est néanmoins de constater que ces grands traits qui peuvent conférer à « l'Afrique » un sens général – qu'il s'agisse de trajectoires politiques, de circulations ou d'inégalités socio-spatiales – sont effectivement loin d'être propres

7. D. Darbon et C. Toulabor, *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Paris, Karthala, 2014.

8. V. Bonnacase et J. Brachet, « Les "crises sahéliennes" entre perceptions locales et gestions internationales », *Politique africaine*, n° 130, 2013, p. 5-22.

au continent ou de pouvoir se comprendre au sein de son seul périmètre, et peut-être de moins en moins. D'aucuns se demandent si « l'africanisme n'a [...] pas changé radicalement de sens avec la globalisation, [...] la disparition de la coupure profonde entre l'ici et l'ailleurs et ce qui en découle⁹ ». Sur le plan académique, l'ascension des *global studies* amène à diluer la trajectoire propre des différentes sociétés dans des dynamiques mondiales, ou appréhendées comme telles, sans qu'on considère toujours suffisamment la manière dont lesdites dynamiques s'incarnent bien différemment ici et là. Face à cette tendance, continuer à considérer des aires culturelles peut constituer une « fiction utile¹⁰ », non pas pour déterminer des caractéristiques qui seraient à même de définir « l'Afrique » mais davantage pour saisir ce que postuler son existence induit, ce qu'une telle approche permet et produit.

La question est celle des intérêts heuristiques d'une telle catégorisation. On trouvera des avantages pratiques, au niveau de la formation des étudiant·e·s, de la connaissance d'un corpus d'études de cas reliées entre elles, de l'apprentissage de langues, de pratiques de terrains multi-situés et, finalement, de la maîtrise, de la construction et de la transmission d'un ensemble de connaissances empiriques, méthodologiques et théoriques pluridisciplinaires. Mais au-delà, inscrire des recherches dans un cadre africain, fût-il fictif, permet tout à la fois de mettre en exergue des singularités tout en les faisant entrer en résonance avec d'autres univers plus ou moins lointains¹¹. Tout cela est au final une manière de faire vivre à une certaine échelle des recherches comparatistes qui, justement, s'appuient sur ce cadre pour s'en affranchir et le dépasser, tout en se confrontant aux grandes questions de la pluralité des rationalités et des connaissances scientifiques¹².

De cela découle une tension épistémologique qui a marqué les études africaines. D'un côté, la volonté d'appréhender les sociétés africaines comme les autres a constitué et constitue toujours une ligne d'engagement forte de centres de recherche « africanistes » – ce qui allait de pair avec la volonté affichée de dé-tropicaliser le regard porté sur les sociétés non occidentales¹³. De l'autre, cette

9. J.-L. Amselle, « Au fil des Cahiers », *Cahiers d'études africaines*, n° 198-199-200, 2010, p. 375-381.

10. J.-F. Bayart, « "Dessine-moi un MENA !" », ou l'impossible définition des "aires culturelles" », *Sociétés politiques comparées*, n° 38, 2016.

11. P. Köllner, R. Sil et A. I. Ahram, « Comparative Area Studies: What It Is, What It Can Do », in A. I. Ahram, P. Köllner et R. Sil (dir.), *Comparative Area Studies: Methodological Rationales and Cross-Regional Applications*, Oxford, Oxford University Press, 2018, p. 3-26.

12. Sur les enjeux épistémologiques du comparatisme, voir I. Brulard, « Comparativism in Interdisciplinary Studies », *Journal of Area Studies*, vol. 3, n° 7, 1995, p. 114-127 ; J.-F. Bayart, « Comparer en France. Petit essai d'autobiographie disciplinaire », *Politix*, n° 83, 2008, p. 205-232 ; C. Vigour, « Comparison: A Founding Approach in the Social Sciences », in J.-B. Ouedraogo et C. Cardoso (dir.), *Readings in Methodology: African Perspectives*, Dakar, Codesria, 2011, p. 215-246. En contrepoint, sur le peu de place accordé à l'Afrique et aux diasporas africaines dans les recherches d'histoire globale, voir P. Manning, « Locating Africans on the World Stage: A Problem in World History », *Journal of World History*, vol. 26, n° 3, 2015, p. 605-637.

13. J.-F. Bayart, « Les sociétés africaines face à l'État », *Pouvoirs*, n° 25, 1983, p. 23-39 ; J.-F. Staszak, « Qu'est-ce que l'exotisme ? », *Le Globe. Revue genevoise de géographie*, n° 148, 2008, p. 7-30 ; A. Bensa, *La fin de l'exotisme. Essais d'anthropologie critique*, Toulouse, Anacharsis, 2006 ; C. Coulon, « L'exotisme

volonté peut aller de pair avec l'importation d'outils théoriques pensés à partir d'autres grands ensembles historiques, extra-africains, laquelle ne va pas de soi ou peut tout au moins comporter des points aveugles¹⁴, si l'on considère que l'universalité proclamée de certains paradigmes est susceptible d'être le cheval de Troie de l'ethnocentrisme, en l'occurrence occidental. On touche là à l'un des défis épistémologiques majeurs des sciences humaines et sociales : penser l'articulation entre la dimension particulière des sociétés humaines – dont les spécificités locales sont à reconnaître et à comprendre comme telles – et leur dimension universelle. Un défi, voire un horizon, largement contesté aujourd'hui et dont les implications sont immenses¹⁵.

Cela amène finalement à mettre en perspective le sens politique qu'il y a à promouvoir des études africaines aujourd'hui, quand bien même le périmètre défini par de telles études ne correspond pas à une réalité objective, et que l'intérêt heuristique d'une telle catégorisation pose question. Si tout le monde parle de l'Amérique ou de l'Europe dans les universités où qu'elles se trouvent dans le monde, qui parlerait de l'Afrique, hormis les universitaires africains eux-mêmes, s'il n'existait pas des espaces scientifiques qui lui étaient dédiés ? Comme le souligne Achille Mbembe, « on a souvent estimé que les "choses africaines" étaient des entités résiduelles, dont l'étude ne contribue en rien à la connaissance du monde ou de la condition humaine en général¹⁶ ». Mais jusqu'à quel point n'est-ce plus le cas aujourd'hui ? Si l'on regarde ce que les revues disciplinaires majeures de sciences sociales publient dans leurs colonnes, force est de constater que les recherches qui portent sur « l'Afrique » sont sous-représentées au regard de celles qui portent sur les autres continents, et qu'il est plus difficile de publier chez un grand éditeur généraliste un ouvrage sur le Nigeria ou le Congo, permettant pourtant, au-delà du cas d'étude, de réfléchir sur le monde, que d'y parler de l'Allemagne, de la France ou des États-Unis. Dans le monde actuel, peut-être que les recherches menées dans les grands centres scientifiques (européens et nord-américains notamment) sur les seules sociétés d'où ils émanent se suffiraient à elles-mêmes, ou presque, si des « niches » scientifiques n'existaient pas pour offrir des opportunités réservées d'enseignement, de financement, de diffusion et

peut-il être banal ? L'expérience de *Politique africaine* », *Politique africaine*, n° 65, 1997, p. 77-95. Voir également D. Chakrabarty, *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000 ; A. Mbembe, « Faut-il provincialiser la France ? », *Politique africaine*, n° 119, 2010, p. 159-188.

14. Voir par exemple, dans des champs spécifiques, S. Parnell et J. Robinson, « (Re)theorizing Cities from the Global South Looking beyond Neoliberalism », *Urban Geography*, vol. 33, n° 4, 2012, p. 593-617 ; J. Siméant, « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 2, 2013, p. 125-143.

15. D. Graeber, « Radical Alterity is just another Way of Saying "Reality": A Reply to Eduardo Viveiros de Castro », *Hau: Journal of Ethnographic Theory*, vol. 5, n° 2, 2015, p. 1-41.

16. A. Mbembe, « L'Afrique en théorie », *Multitudes*, n° 73, 2018, p. 144.

de débat aux recherches menées sur les autres sociétés¹⁷. Il s'agit ainsi, par le biais des études aréales en général et des études africaines en particulier, d'imposer sur la place publique – scientifique, politique et médiatique – des faits et des manières de les appréhender qui, sinon, seraient peut-être aussi aisément que discrètement relégués aux oubliettes non seulement du savoir académique sur les sociétés humaines et leurs environnements, mais aussi des préoccupations sociétales et politiques dans une bonne partie du monde.

Sortir de soi, ou faire sortir de soi, et penser sous le prisme de l'altérité est essentiel – quelles que soient la nature et la distance de cette altérité. Ce n'est pas forcément devenu plus facile dans un monde soumis au capitalisme global, à la profusion d'images, à l'assignation au « même » et à ces « éblouissements » permanents dont parle Joseph Tonda¹⁸. Affirmer l'existence d'« études africaines », en et sur l'Afrique, reste finalement une manière de forcer la chose, même si cela ne devrait pas être nécessaire pour que cela se fasse. D'où l'importance politique de poursuivre de telles études et de faire vivre leurs supports de diffusion – *Politique africaine* parmi beaucoup d'autres !

DU BAS ET DE LA DOMINATION

Ceci nous amène à réfléchir plus précisément à la question de l'articulation entre l'approche par le bas, qui a été développée entre autres lieux dans les colonnes de *Politique africaine*, et la mise à distance des pensées parfois qualifiées de domino-centriques, dans le domaine des sciences sociales. L'affirmation d'une telle approche s'est inscrite dans une dynamique scientifique plus large, engageant notamment les *subaltern studies* indiennes, la *microstoria* italienne ou l'*Alltagsgeschichte* allemande, chacun de ces courants se développant dans un contexte où les approches structuralistes de la domination étaient florissantes et amenant – même si ce n'était pas le seul enjeu – à les reconsidérer à l'aune des marges d'actions de celles et de ceux qui en étaient non seulement les objets, mais aussi les acteurs ou les actrices. Il ne s'agissait pas de relativiser les rapports de pouvoir et leurs déterminants structurels, mais d'interroger la manière dont ces derniers s'articulaient avec les pratiques et les imaginaires individuels, en s'adossant à l'idée qu'il n'y a pas d'antagonisme intrinsèque entre les structures d'un côté et les individus de l'autre, ceux-ci et celles-là ne cessant de se (re)produire réciproquement¹⁹.

17. Comme le défend Eberhard Kienle, « la promotion des travaux consacrés aux terrains autres que l'Europe et l'Amérique du Nord doit rester un objectif central et crucial des sciences sociales » car « la prise en compte de ces terrains permet aux disciplines notamment de multiplier les comparaisons et ainsi de revisiter leurs propres univers conceptuels et théoriques ». E. Kienle, « "Aires culturelles" : travers et potentiels », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 21, n° 2, 2014, p. 58-59.

18. J. Tonda, *L'impérialisme postcolonial. Critique de la société des éblouissements*, Paris, Karthala, 2015.

19. Voir notamment A. Lütke, *Histoire du quotidien*, Paris, Éditions de la MSH, 1994, p. xi et suivantes.

En ce qui concerne les sociétés africaines, pareille approche amenait ainsi non pas à nier que l'histoire du continent avait été et restait profondément marquée par des relations asymétriques avec le reste du monde, mais que tout ne se ramenait pas à ça²⁰. Elle invitait à considérer l'historicité propre de ces sociétés, en tenant compte de leur « extraversion », de la « gestion de cette extraversion » par différentes couches de leurs populations (paradigme qui demeure empreint de la problématique de l'emprunt²¹), mais aussi de tout le reste²². Elle supposait enfin de rechercher très concrètement, notamment chez des groupes sociaux subordonnés, les modes d'action et d'expression du politique en dehors de ses espaces les plus attendus : cela revenait à repousser toujours plus loin les frontières de ce que l'on entend par « politique », quitte à diluer quelque peu le sens de ce terme ainsi que le suggère Mounia Bennani-Chraïbi dans sa contribution. Une telle posture, tout en revêtant des exigences fortes dans le rapport au terrain, constituait aussi un engagement scientifique vis-à-vis de celles et de ceux qui avaient du mal à imaginer les classes populaires africaines en prise active avec des processus politiques, soit que leurs relations de dépendances à l'égard d'instances de pouvoir nationales et internationales les privaient nécessairement de toute autonomie, soit que leurs marges d'autonomie, quand elles existaient, n'intéressaient pas véritablement le politique. En quoi une telle posture reste-t-elle aujourd'hui une exigence scientifique forte, au regard de l'évolution de ces sociétés africaines et des regards portés sur elles par la recherche en sciences sociales ? Autrement dit, que reste-t-il de cet engagement de départ, mais aussi de sa spécificité ?

Partons d'un truisme qui pose d'emblée un doute quant à la pertinence de brandir de nos jours l'étendard « par-le-bas » : ce qui est novateur, voire contre-intuitif, à une certaine époque peut l'être nettement moins à une autre. La nécessité d'étudier la politique en dehors de ses domaines formels est devenue aujourd'hui une évidence, alors que ce n'était pas le cas il y a quarante ans. Il en va de même de la considération d'une historicité propre des sociétés africaines : pareille démarche, si elle a pu un temps heurter des lectures exclusivement focalisées sur les stigmates que ces sociétés africaines avaient subies tout au long de leur histoire, paraît autrement plus évidente aujourd'hui, au moins en principe – qu'elle soit effectivement mise à exécution sur un temps long, ou envisagée sous l'angle plus précis du rapport au temps des acteurs sociaux ainsi que le fait ici Laurent Fourchard, est une autre affaire. Ces propositions, tout à la fois épistémologiques et méthodologiques, avaient émergé dans un contexte de production scientifique sur l'Afrique marquée – bien que de moins en moins –

20. J.-F. Bayart, « Le politique par le bas en Afrique noire. Question de méthode », *Politique africaine*, n° 1, 1981, p. 53-82.

21. A. Mbodj-Pouye, *Le fil de l'écrit. Une anthropologie de l'alphabétisation au Mali*, Lyon, ENS éditions, 2013, p. 121.

22. J.-F. Bayart, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, n° 5, 1999, p. 97-120.

par les approches de la dépendance ou de la modernisation, lesquelles avaient pour point commun, par-delà leurs oppositions apparemment diamétrales, de mésestimer la part d'autonomie des acteurs africains vis-à-vis de déterminants ou de modèles extérieurs. Jusqu'à la fin du XX^e siècle, elles se sont insérées dans des débats intenses dans les milieux académiques africains, américains et européens²³.

Or c'est peu dire qu'on a changé d'époque, en tout cas dans les sphères académiques, pour ce qui est des manières de questionner les sociétés africaines. Si l'on parcourt les introductions de différents dossiers de *Politique africaine* de ces dix dernières années, et notamment de ceux qui portent sur les situations *a priori* les plus évidentes de subalternité, on ne s'étonne plus beaucoup de voir mise en exergue l'autonomie des acteurs – même si cela n'empêche nullement de considérer en même temps des rapports de violence et d'inégalité –, qu'il s'agisse de « chercher l'*agency* » des travailleurs et des travailleuses domestiques²⁴, de questionner les « mobilisations post-esclavagistes²⁵ » ou encore, concernant le secteur minier, de se concentrer sur « l'agencité des acteurs africains » et sur « l'historicité de leurs mondes sociaux » afin de « sortir du paradigme du joug²⁶ ». Les situations mêmes qui, autrefois, apparaissaient comme les marques les plus évidentes de l'emprise de « l'Occident » sur « l'Afrique » sont désormais relues en intégrant « la part africaine » de tels processus²⁷.

Pareilles évolutions s'inscrivent dans un mouvement général des sciences sociales si l'on considère les critiques formulées à l'égard des approches binaires – ou jugées comme telles – de la domination depuis une quarantaine d'années. En sociologie, les approches bourdieusiennes ont ainsi pu être mises en cause, et parfois taxées de misérabilistes, parce que peinant à décrire la culture des dominés autrement que par le manque, en référence à celle des dominants²⁸.

23. Voir en particulier les débats au sein du Codesria (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique) entre ce que Jean-Loup Amselle appelle une « vieille garde anglophone marxiste anti-impérialiste et une jeune garde francophone "populiste" ». J.-L. Amselle, « L'Afrique peut-elle être "décrochée" de l'Occident ? », *Cahiers d'études africaines*, n° 198-199-200, 2010, p. 843-851.

24. M. Jacquemin et V. Tisseau, « Le balai comme objet politique. Regards sur les domesticités en Afrique », *Politique africaine*, n° 154, 2019, p. 22.

25. L. Pelckmans et C. Hardung, « La question de l'esclavage en Afrique : politisation et mobilisations », *Politique africaine*, n° 140, 2015, p. 8.

26. B. Rubbers, « Les sociétés africaines face aux investissements miniers », *Politique africaine*, n° 131, 2013, p. 9 et 24.

27. Si cette approche est déjà ancienne dans l'historiographie de la traite atlantique, elle apparaît par exemple de manière plus novatrice dans l'ouvrage de Camille Lefebvre sur le tracé des frontières africaines, lequel met à mal le « grand récit d'Européens maîtres du jeu, imposant sans considération le partage du monde ». C. Lefebvre, *Frontières de sable, frontières de papier. Histoire de territoires et de frontières, du jihad de Sokoto à la colonisation française du Niger, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, p. 11.

28. Voir par exemple C. Grignon et J.-C. Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989, en particulier le dernier chapitre intitulé « Domino-centrisme et dominomorphisme », et la réponse indirecte formulée par Pierre Bourdieu dans *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, à l'encontre de ce qu'il appelle une « illusion scolastique ».

Des débats similaires ont également animé l'anthropologie, lorsqu'il s'agissait de noter les rapports ambigus entre misérabilisme et populisme, ou de préconiser un « populisme méthodologique » distinct du « populisme idéologique », ainsi que le rappelle Jean-Pierre Olivier de Sardan dans sa contribution²⁹. En géographie, les études des migrations, notamment africaines, ont largement critiqué la théorie économique du « *push and pull* » qui leur servit longtemps de soubassement – et que l'on devine encore parfois en filigrane – pour mettre en avant l'autonomie des acteurs, y compris à l'échelle individuelle³⁰. En histoire, cela s'est traduit par l'idée que, même si les populations extra-européennes avaient été pour beaucoup d'entre elles colonisées, elles n'avaient pas non plus été « que colonisées », ainsi que le souligne Frederick Cooper dans ce volume. Et si la notion même de domination a pu connaître une certaine réhabilitation sémantique dans la science politique francophone au cours de ces dernières années, c'est dans une fibre circonstancielle et non intentionnaliste, par le truchement wébérien d'une « constellation d'intérêts » qui, lorsqu'elle est poussée jusqu'au bout, va jusqu'à remettre en cause les notions mêmes de « gouvernants » et de « gouvernés³¹ » – ce qui ne doit pas empêcher de participer à des luttes sociales et politiques dont l'existence même repose sur l'identification plus ou moins claire de « gouvernants³² ».

De telles évolutions ont ouvert des perspectives, notamment sur le plan méthodologique, sur la manière de constituer nos matériaux empiriques en cherchant des éléments qui ne soient pas nécessairement conditionnés, sinon traversés, par la parole des puissants³³. Mais ne nous ont-elles pas aussi amenés à avoir les oreilles qui sifflent un peu trop vite lorsqu'il est question d'aborder sans fards des relations asymétriques mettant face à face, par exemple, des populations africaines et des entreprises multinationales, des armées occidentales ou des organisations internationales, tout en assumant de se focaliser sur la violence de telles relations ? C'est ce que fait ici Gabrielle Hecht lorsqu'elle invite, Walter Rodney à l'appui³⁴, à appréhender l'Afrique comme « un continent riche dont les

29. Voir aussi J.-P. Olivier de Sardan, « Populisme idéologique et populisme méthodologique en anthropologie », in J.-L. Fabiani (dir.), *Le goût de l'enquête. Pour Jean-Claude Passeron*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 195-246.

30. S. Bredeloup, « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 125, 2008, p. 281-306 ; J. Brachet, *Migrations transsahariennes. Vers un désert cosmopolite et morcelé (Niger)*, Paris, Éditions du Croquant, 2009.

31. B. Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011.

32. De tels débats nous ont d'ailleurs tous les deux animés lorsque nous nous sommes mis à rédiger en 2020 des éditoriaux politiques dans *Politique africaine* (n° 159 et n° 160) dans le cadre du mouvement des « Revues en lutte », l'un insistant sur la participation inconsciente de tout un chacun aux dispositifs de néolibéralisation de la recherche, et l'autre sur les agendas politiques et les réformes déjà présentes dans les cartons. Voir aussi V. Bonnacase, J. Brachet et C. Noûs, « Du fracas dans les facs », *Politique africaine*, n° 157, 2020, p. 183-187.

33. R. Bertrand, *L'histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Seuil, 2011.

34. W. Rodney, *Et l'Europe sous-développa l'Afrique*, Paris, Éditions caribéennes, 1972.

ressources sont pillées» ou qu'elle questionne la violence des traitements réservés par des entreprises minières ou des gouvernements à certaines personnes. C'est ce que fait aussi Didier Gondola lorsqu'il interroge la manière dont le meurtre de George Floyd résonne douloureusement dans l'«histoire virulente du racisme», laquelle continue d'imprégner des subjectivités noires et blanches aux États-Unis, et bien au-delà.

Il n'est nullement question ici de promouvoir un rééquilibrage, comme si l'on avait affaire à un curseur compris entre deux pôles qui opposeraient l'hétéronomie d'un côté à l'autonomie de l'autre – même si, ainsi que l'écrit Frederick Cooper, les mots manquent pour décrire ces «relations asymétriques mais non totalisantes, n'impliquant ni égalité ni domination complète». Un certain nombre de contributions de ce présent volume ont pour elles de rappeler ce qu'a été et reste «le politique par le bas» en Afrique (et aussi, dans une certaine mesure, ce qu'il n'a pas été).

Tout d'abord, de la manière la plus élémentaire, il y a effet de focus à considérer cette approche comme étant aujourd'hui devenue une évidence. Elle ne l'est guère dans nombre de travaux qui reposent, par exemple, sur des approches quantitatives en mobilisant l'économétrie ou la modélisation mathématique. S'ajoute à cela la fermeture de certains terrains, qui font par ailleurs l'objet d'une forte production de discours politiques et médiatiques. Dans ce contexte social, politique et académique, il importe plus que jamais de promouvoir des perspectives qui supposent à la fois un engagement sur le terrain, une interdisciplinarité – qui s'appuie sur l'unité épistémologique des sciences sociales –, une croyance dans les vertus de la description, une autonomie dans la constitution de nos propres objets de recherche, et un décloisonnement des domaines d'étude et des zones de production de savoir – sur lesquels reviennent Mounia Bennani-Chraïbi et Sabelo Ndlovu-Gatsheni. Autrement dit, un «politique par le bas» qui ne tient pas tant à ce que l'on décrit (puisque cela peut aussi bien toucher aux objets les plus classiques des sciences sociales, telles que la parenté ici abordée par Julie Archambault sous l'angle de la matérialité quotidienne, ainsi qu'à des réalités plus intuitivement associées aux imaginaires du pouvoir, telles que la masculinité interrogée par Barbara Cooper et Ophélie Rillon) qu'à la manière dont on le fait.

Ensuite, il n'y a nulle antinomie entre le fait de questionner des phénomènes sociaux, quels qu'ils soient, dans leur part d'autonomie relative et celui de considérer qu'ils conditionnent autant qu'ils sont conditionnés par des rapports de pouvoir. C'est ce qu'exprime Jean-François Bayart, lorsqu'il invite à questionner la société civile, dans une optique relationnelle – loin, donc, de ses acceptions néolibérales –, sous l'angle du rapport des forces sociales à l'État et des effets de pouvoir qu'il engendre au sein de la société. C'est également ce que montre Alain Dubresson en rappelant comment la notion de pouvoir travaillée par les politistes a progressivement «infusé» ses propres recherches de géographie urbaine. De nouveaux champs restent toujours à investir dans cette optique: ainsi que le montre Ophélie Rillon, c'est le cas de l'intimité telle qu'elle peut être

vécue dans une relation amoureuse ou, de manière bien différente, dans la cellule d'une prison, laquelle est travaillée par le politique autant qu'elle peut, en retour, travailler le politique. L'envisager de la sorte invite aussi à laisser plus de place à l'imprévu, au hasard – soit, pourrait-on dire, à ce qui se passe vraiment dans la vie. Cela permet de concevoir le fait que les modèles institutionnels, les projets politiques ou les modes de gouvernement, tels qu'ils se donnent à voir à travers le prisme des mots de leurs acteurs les plus visibles, ne correspondent que rarement à la réalité telle qu'on l'observe – ce qui ne veut pas dire qu'ils ne produisent pas moult effets, quand bien même ces derniers ne sont pas conformes au projet de départ. Cela invite aussi à prendre des distances avec une science qui opère par modèles théoriques ou grandes typologies prêtes à l'usage pour mettre en valeur la contingence qui préside à la réalité en train de se faire.

Enfin, il importe d'interroger la manière dont tout le monde n'agit pas également sur les structures de pouvoir dans lesquelles elles ou ils s'inscrivent et qu'elles ou ils concourent à faire exister par leurs pratiques quotidiennes : lorsque Bruce Berman et John Lonsdale invitaient par exemple à s'interroger sur « la capacité d'une minorité croissante d'Africains à utiliser les institutions coloniales à leurs propres fins », il y avait le mot « capacité » qui comptait, mais aussi le mot « minorité³⁵ ». Cela incite aussi à faire de l'autonomie relative des acteurs, de leurs aptitudes à bousculer les grands processus politiques, économiques et sociaux, mais aussi à produire du social et du politique en dehors de ces processus, non pas le point de départ de ce qu'il faudrait absolument montrer – l'envisager de la sorte est tout aussi enfermant que l'était la recherche de la domination structurelle à tous crins –, mais une simple hypothèse de base, très générale, à éprouver sur le plan empirique. Et, pour cela, continuer de questionner les interstices des espaces politiques les plus évidents, tout en diversifiant parallèlement l'arsenal de nos outils – on peut ainsi parler d'« *agency* », d'« empiètement tranquille de l'ordinaire » et de « *non social movements* », d'« armes des faibles » ou d'« enchevêtrement » selon que l'on suit Edward Thompson, Asef Bayat, James Scott ou Partha Chatterjee³⁶, mais cela n'épuise pas les manières passées, présentes et à venir de l'envisager.

35. B. Berman, « Up from Structuralism », in B. Berman et J. Lonsdale (dir.), *Unhappy Valley: Conflict in Kenya and Africa. Book One: State and Class*, Londres, James Currey, 1992, p. 192.

36. E. P. Thompson, *The Poverty of Theory and Other Essays*, Londres, Monthly Review Press, 1978 ; A. Bayat, *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2010 ; J. C. Scott, *Weapons of the Weak: Every Day Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985 ; P. Chatterjee, *The Politics of the Governed: Reflections on Popular Politics in Most of the World*, New York, Columbia University Press, 2004.

PENSER LA MODERNITÉ NÉOLIBÉRALE DEPUIS L'AFRIQUE

Pareilles questions, et leurs articulations à des terrains africains, ont pris de nouvelles résonances dans le contexte contemporain. Des chercheur·e·s ont énoncé l'idée selon laquelle l'Afrique constituait un lieu d'observation privilégié pour comprendre le fonctionnement plus global du monde en ces temps de néolibéralisme triomphant³⁷. Non que l'Afrique ait été le laboratoire d'un plan de gouvernement par la suite étendu à d'autres espaces, mais il est possible d'y observer, souvent sous des formes assez violentes, les manifestations de politiques néolibérales qui, de fait et sans que cela n'ait été planifié par avance, se sont par la suite retrouvées transposées dans d'autres parties du monde³⁸. S'intéresser par exemple aux formes concrètes des ajustements structurels imposés au continent depuis les années 1980 et aux réponses sociales que ces derniers ont suscitées chez certaines populations alimente la réflexion sur des phénomènes similaires, aujourd'hui observables dans des pays européens, sans qu'on soit toujours armé pour comprendre les réactions collectives – ou leur absence – à de telles évolutions³⁹. Pareille posture, loin de se cantonner à la comparaison empirique, invite aussi à mobiliser des approches théoriques qui, d'abord mises en œuvre sur des terrains africains, enrichissent notre compréhension d'autres sociétés soumises à des processus similaires⁴⁰.

Plusieurs contributions de ce volume suggèrent l'idée que l'Afrique montre aujourd'hui la voie à l'Europe plutôt que le contraire, voire que « le présent africain présage [...] notre avenir planétaire », si l'on reprend les termes de Gabrielle Hecht à propos de la « gouvernance résiduelle », qu'elle caractérise dans ce volume comme une politique de l'après-coup qui vise simultanément à gérer les résidus de l'extraction minière et à gouverner certains lieux et certaines populations comme des résidus. Cette idée apparaît également, en filigrane, dans la contribution d'Andreas Eckert sur les évolutions du travail en Afrique, où la salarisation, l'industrialisation et la prolétarianisation promises après les indépendances ne sont pas advenues, sans que cela ne limite le rôle joué par les travailleurs et les travailleuses dans les grandes dynamiques sociales et politiques du continent. Alors que l'on redécouvre la place ancienne du travail précaire et informel en Europe et que cette place y semble promise à un bel avenir, pareilles réflexions sont certainement inspirantes pour questionner les métamorphoses contemporaines de la question sociale dans les sociétés

37. J. Ferguson, *Global Shadows: Africa in the Neoliberal World Order*, Durham, Duke University Press, 2006.

38. G. Harrison, *Neoliberal Africa: The Impact of Global Social Engineering*, Londres, Zed Books, 2010.

39. V. Bonnacase et L. Dakhli (dir.), « When "Adjusted" People Rebel: Economic Liberalization and Social Revolts in Africa and the Middle East (1980s to Present) », *International Review of Social History*, vol. 66, n° S29, 2021.

40. J. Comaroff et J. L. Comaroff, *Theory from the South. Or, How Euro-America is Evolving Toward Africa*, Boulder, Paradigm Publishers, 2011.

(de moins en moins) salariales⁴¹. Il en va encore de même pour ce qui concerne le gouvernement par et dans la peur analysé ici par Alexie Tcheuyap : celui-ci s'inscrit dans un espace bien circonscrit – en l'occurrence celui du Cameroun et de son « État stationnaire⁴² » –, mais c'est peu dire qu'il évoque d'autres contextes où les médias, tout pluralisés qu'ils soient, sont instrumentalisés par les pouvoirs politiques tout en participant à la production de peurs qui disciplinent pensées et comportements. Si une telle forme de gouvernement n'a en l'occurrence rien d'originale⁴³, observer des lieux où elle s'exerce explicitement enrichit certainement la compréhension de phénomènes comparables dans des sociétés où son existence est moins communément admise.

Ceci a en même temps des implications méthodologiques, ainsi que l'explique ici Peter Geschiere lorsqu'il montre que les terrains africains ont mis en évidence des phénomènes propres au monde libéral susceptibles d'être réinvestis scientifiquement sur d'autres continents. Les tournants imprévisibles que le politique a pris dans de nombreuses parties du continent après l'indépendance, explique-t-il, ont exigé l'emploi d'approches peu orthodoxes qui se sont par la suite avérées pertinentes pour interpréter les nouveaux tournants du politique dans d'autres parties du monde. Ce fut le cas notamment des travaux précurseurs sur la « privatisation » de l'État, sur les porosités entre ce qui relève de la sphère publique et de la sphère privée ou, de la même manière, sur les économies formelles et informelles⁴⁴, phénomènes qui, outre de s'inscrire dans une histoire ancienne, n'ont rien de spécifiquement africains et sont de plus en plus investis dans d'autres contextes⁴⁵. De nombreuses pistes restent à approfondir, notamment celle qui consiste à interroger les évolutions contemporaines de l'économie politique à l'heure du néolibéralisme du point de vue de leurs entendements populaires et des implications pratiques de ces entendements⁴⁶. Que le marché soit un champ traversé par des rapports de force entre des personnes occupant des positions inégales, dont certaines ont un poids considérable sur le gouvernement quotidien des populations, constitue une évidence aujourd'hui

41. R. Castel, *La métamorphose de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

42. F. Eboko et P. Awondo (dir.), « Cameroun, l'État stationnaire », *Politique africaine*, n° 150, 2018.

43. N. Chomsky et R. W. McChesney, *Propagandes, médias et démocraties*, Montréal, Écosociété, 2005.

44. J.-L. Amselle et E. Grégoire, « Complicités et conflits entre bourgeoisie d'État et bourgeoisie d'affaires au Mali et au Niger », in E. Terray (dir.), *L'État contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 23-47 ; J. Roitman, « Le pouvoir n'est pas souverain. Nouvelles autorités régulatrices et transformation de l'État dans le bassin du lac Tchad », in B. Hibou (dir.), *La privatisation des États*, Paris, Karthala, 1999, p. 163-196. Voir également B. Hibou (dir.), « L'État en voie de privatisation », *Politique africaine*, n° 73, 1999 ; O. Owen (dir.), « Gouverner par la fiscalité », *Politique africaine*, n° 151, 2018.

45. Voir par exemple les travaux menés sur la « politique officieuse » en Corse, en Italie et en Russie, notamment J.-L. Briquet et G. Favarel-Garrigues (dir.), *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'État*, Paris, Karthala, 2008.

46. J. I. Guyer, L. Denzer et A. Agbaje (dir.), *Money Struggles and City Life: Devaluation in Ibadan and Other Urban Centers in Southern Nigeria, 1986-1996*, Portsmouth, Heinemann, 2002 ; B. Hibou et B. Samuel (dir.), « La macroéconomie par le bas », *Politique africaine*, n° 124, 2011 ; J. Roitman, *Fiscal Disobedience: An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

admise sous un mode davantage concret et personnalisé dans bon nombre de quartiers populaires africains qu'elle ne peut l'être ailleurs, ce qui y alimente des colères spécifiques⁴⁷. Alors qu'on voit se développer des colères comparables sur le continent européen⁴⁸, réfléchir à l'ailleurs aide plus que jamais à comprendre l'ici, et réciproquement.

Pareille question – comment penser la modernité néolibérale depuis l'Afrique – se pose aussi, de manière plus réflexive dans la manière de mener nos recherches. Alors que *Politique africaine* évolue, comme toutes les revues, dans un champ de production scientifique de plus en plus soumis au classement, à la standardisation formelle et à la culture de la performance, de la concurrence et de la reconnaissance internationale, il est assez inspirant d'entendre ses fondateurs évoquer le climat professionnel qui prévalait aux premiers temps de l'aventure. On en retient les bouteilles de vin, les rires et la *philia*, les débats vifs et les conflits⁴⁹, mais aussi la liberté de ton et la créativité scientifique qu'un tel climat a sans doute contribué à rendre possibles. Il est à peu près certain, ainsi que l'affirme aussi Jean Copans dans sa contribution, que la bureaucratisation néolibérale de la recherche, associée à la progression de nouvelles technologies, a modifié la sociabilité intellectuelle, chez les chercheur·e·s «africanistes» comme chez les autres, mais aussi nos manières de penser et nos modes d'écriture. Les articles des revues ressemblent aujourd'hui davantage à des produits standardisés et interchangeables sur le plan formel – et peut-être aussi sur le fond – que ce n'était le cas il y a quarante ans. Il est évidemment toujours possible de déambuler, de progresser au hasard, de se laisser surprendre sur nos terrains et d'en faire ressortir de l'inattendu, du non-conforme, de l'original, du nouveau, mais le lâcher-prise qui permet souvent d'avancer de la sorte va moins de soi qu'il y a quelques décennies.

Garder une indépendance dans la manière de conduire nos travaux apparaît dans ce contexte assez incertain alors que des instances politiques ou médiatiques exercent une pression croissante sur la recherche scientifique afin qu'elle apporte sa contribution à la résolution de problèmes érigés comme tels pour des mobiles qui n'ont parfois pas grand-chose à voir avec la science⁵⁰. Cette pression est aujourd'hui d'autant plus marquée dans les universités nord-américaines et européennes que les modalités de financement de la recherche, axées sur les appels à projet, participent à la définition, sinon de ce qui est important, en tout cas de ce sur quoi il importe (et rapporte) le plus de réfléchir. Elle apparaît

47. V. Bonnacase, *Les prix de la colère. Une histoire de la vie chère au Burkina Faso*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2019.

48. Voir notamment P. Blavier, «Que nous apprennent les sciences sociales sur les Gilets jaunes, et ceux-ci sur la société française? Une entrée par les enjeux socio-économiques», *Revue française de socio-économie*, n° 24, 2020, p. 219-229.

49. C. Toulabor, *L'aventure de Politique africaine ou l'histoire d'une revue pas comme les autres*, Mémoire de HDR, Paris, Institut d'études politiques, 2002.

50. E. Neveu, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, 2015.

autrement plus ancienne et plus banale dans bon nombre d'universités africaines, où la rareté relative des moyens, leur extraversion et les enjeux pratiques assignés aux sciences sociales sous le prisme du développement⁵¹ – comme le montrent ici Jean-François Kobiané et Marc Pilon à propos de la démographie – ont conditionné les orientations d'une partie importante de la recherche depuis un demi-siècle : sous ce prisme, l'Afrique a là encore peut-être quelque avance sur le reste du monde.

Dans ce contexte, il importe plus que jamais de se demander non seulement qui paye pour quoi, mais aussi comment faire des pas de côté dans nos manières d'appréhender certaines questions, notamment lorsqu'elles sont sur-présentes dans le débat public. C'est ce que fait Sylvie Bredeloup dans son texte sur « les migrations africaines » à l'heure où les financements institutionnels, ainsi que leurs origines, suscitent des regards euro-péo-centrés sur la question. C'est également ce que fait Abdoulaye Sounaye dans sa contribution sur « la révolution salafi » au Sahel en donnant à voir non pas un dispositif global aux prises avec l'extérieur, mais des pratiques du dedans à la fois insérées dans des demandes sociales et une histoire locale. C'est encore ce que fait Janet Roitman en se demandant qui a besoin d'une « classe moyenne » en Afrique : ainsi qu'elle l'explique ici, la construction très élaborée de savoirs sur l'« émergence » et « les classes moyennes » sur le continent permet, quand bien même là n'était pas toujours l'intention de leurs initiateurs, d'orienter les investisseurs internationaux vers les marchés de nouveaux consommateurs potentiels. Ce n'est pas seulement l'objet, mais aussi les conditions et les personnes qui le définissent comme objet qui se retrouvent ainsi mis au centre de l'analyse.

ÉPISTÉMOLOGIE(S) ET ACTIVISME

Encore faut-il se demander qui définit quoi, et d'où on le fait : si la question de l'extranéité des regards scientifiques portés sur le social peut toujours être scrutée à l'aune de la position du regardant, elle prend ici une tonalité et une importance toutes spécifiques. Cette question est de plus en plus posée, inévitable, forte, brutale parfois, à l'image de la violence sourde qui de longue date et de multiples manières marginalise les Noirs et les femmes dans l'ensemble du monde académique – à l'image de nos sociétés. La contestation protéiforme de la domination patriarcale blanche s'est manifestée ces dernières années au niveau international à travers d'innombrables manifestations et mouvements, de Black Lives Matter aux États-Unis aux multiples #MeToo (ces derniers ayant étonnamment peu touché les milieux universitaires), de Rhodes Must Fall en

51. M. A. Fall, « Décoloniser les sciences sociales en Afrique », *Journal des anthropologues*, n° 124-125, 2011, p. 313-330.

Afrique du Sud et en Angleterre⁵² à Faïdherbe doit tomber en France et au Sénégal, en passant par la réactivation de débats plus ou moins anciens sur l'écriture épicienne et les pronoms, sur la racialisation des corps, *whiteness* et le *White gaze*⁵³, sur les approches intersectionnelles⁵⁴ ou décoloniales⁵⁵. Au milieu de tous ces vents qui soufflent de manière plus ou moins prononcée sur les mondes académiques, selon les pays et les disciplines notamment, *quid*, donc, du champ des études africaines ?

Tout d'abord, reconnaissons que ce champ parsemé de tensions est, depuis son origine ou presque, traversé par une fracture forte entre celles et ceux qui étudient les sociétés et diasporas africaines depuis l'intérieur, et celles et ceux qui le font depuis l'extérieur – avec parmi les principaux critères distinctifs le sentiment d'appartenance et ses corollaires que sont l'assignation et l'exclusion. Pour reprendre les mots de l'universitaire activiste libérienne Robtel Pailey, au-delà de l'origine géographique et familiale, être chercheur·e africain·e, c'est parfois surtout avoir « un attachement psychologique au continent et se sentir politiquement concerné par sa transformation⁵⁶ ». En la matière, comme le déplorait dans les années 1990 Thandika Mkandawire, secrétaire exécutif du Codesria, « le vocabulaire apparaît encore binaire, “nous” *versus* “eux”, “Africains” *versus* “Africanistes” », avant de plaider pour la constitution d'une « communauté de chercheurs travaillant sur l'Afrique et mutuellement conscients de leurs contributions respectives⁵⁷ ». Jean-Loup Amselle lui répondait indirectement que « l'africanisme en tant que discipline [était] de plus en plus menacé par les Africains-Américains et les Africains qui revendiquent leur place au sein du système universitaire occidental sur la base de leur appartenance phénotypique⁵⁸ ». Le propos attira bien quelques critiques⁵⁹, mais le fossé béant qui séparait les points de vue de ces deux figures masculines des études africaines n'en était pas moins révélateur des tensions qui traversaient le champ,

52. R. Chantiluke, B. Kwoba et A. Nkopo (dir.), *Rhodes Must Fall: The Struggle to Decolonise the Racist Heart of Empire*, Londres, Zed Books, 2018.

53. S. Ahmed, « A Phenomenology of Whiteness », *Feminist Theory*, vol. 8, n° 2, 2007, p. 149-168 ; R. N. Pailey, « De-Centring the “White Gaze” of Development », *Development and Change*, vol. 51, n° 3, 2020, p. 729-745.

54. P. H. Collins et S. Bilge, *Intersectionality*, Cambridge, Polity Press, 2020.

55. W. D. Mignolo et C. E. Walsh, *On Decoloniality: Concepts, Analytics, Praxis*, Durham, Duke University Press, 2018.

56. R. N. Pailey, « Where is the “African” in African Studies? » [en ligne], *African Arguments*, 7 juin 2016, <<https://africanarguments.org/2016/06/where-is-the-african-in-african-studies/>>, consulté le 27 avril 2021.

57. T. Mkandawire, « The Social Sciences in Africa: Breaking Local Barriers and Negotiating International Presence. The Bashorun M. K. O. Abiola Distinguished Lecture Presented to the 1996 African Studies Association Annual Meeting », *African Studies Review*, vol. 40, n° 2, 1997, p. 26.

58. J.-L. Amselle, *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion, 2001, p. 108-109.

59. C. Coquery-Vidrovitch, « Études africaines en France : une histoire à revisiter », in I. Mandé et B. Stefanson (dir.), *Les historiens africains et la mondialisation*, Paris, Karthala, 2005, p. 350-352.

dans un contexte marqué en France par les controverses croissantes autour des études postcoloniales.

Depuis, les critiques des diverses formes de domination qui structurent les études africaines à l'échelle mondiale se sont multipliées tout en prenant d'autres voies. Des courants féministes, se réclamant de l'afro-féminisme, du féminisme africain ou du féminisme noir, ont ainsi développé des recherches novatrices allant au-delà de la seule critique de la domination masculine, qui reste une réalité palpable au sein du monde académique⁶⁰. Ces recherches ont ainsi fait reconnaître que « des générations de femmes africaines ont vu leur voix délibérément effacée⁶¹ » de l'histoire, y compris dans des enceintes féministes occidentales, tout en rappelant que « la vive connaissance commune des féministes africaines a été sous-théorisée dans les études et les discours décoloniaux actuels⁶² ». En parallèle, les prises de position se succèdent à un rythme inédit en Amérique du Nord pour dénoncer « le problème profond de la blancheur et du racisme anti-Noirs dans les études africaines⁶³ ». En 2019, la présidente de l'African Studies Association (des États-Unis) a délivré un compte rendu poignant de la manière dont la plus importante association professionnelle d'études africaines au monde était structurellement « raciste » dans son fonctionnement depuis sa création⁶⁴, ce que le rédacteur en chef de l'*African Studies Review* reconnaissait de la même manière à propos de l'histoire de la revue⁶⁵. Au Canada, suite au meurtre de George Floyd, la Canadian Association of African Studies a annoncé vouloir « diversifier » ses modes d'administration et d'édition, et œuvrer activement au démantèlement des « structures d'exploitation et d'oppression qui entretiennent les discriminations et le racisme anti-Noirs⁶⁶ ». Au même moment, le directeur du Centre d'études africaines de l'université de Cambridge au Royaume-Uni déclarait que « les institutions d'études africaines britanniques d'aujourd'hui peuvent parfois apparaître

60. Voir par exemple ce retour d'expérience par la fondatrice et éditrice de la revue *Feminist Africa*: A. Mama, « "Feminist Africa": A Pan-African Feminist Publication for the 21st Century », *Storia Delle Donne*, vol. 15, n° 15, 2019, p. 141-163.

61. R. S. Dieng, « Talking Back: African Feminisms in Dialogue » [en ligne], *Africa is a Country*, 4 mai 2020, <<https://africasacountry.com/2020/05/talking-back-african-feminisms-in-dialogue>>, consulté le 27 avril 2021.

62. A. Okech, « African Feminist Epistemic Communities and Decoloniality », *Critical African Studies*, vol. 12, n° 3, 2020, p. 314.

63. B. Lawrance, « Structural Racism, Whiteness, and the *African Studies Review* », *African Studies Review*, vol. 63, n° 3, 2020, p. 444.

64. J. M. Allman, « #HerskovitsMustFall? A Meditation on Whiteness, African Studies, and the Unfinished Business of 1968 », *African Studies Review*, vol. 62, n° 3, 2019, p. 6-39.

65. B. Lawrance, « Structural Racism... », art. cité, p. 444.

66. Canadian Association of African Studies, « Statement on the Murder of George Floyd and Social Injustice » [en ligne], Canadian Association of African Studies, <<https://caas-acea.org/caas/about-caas/statement>>, consulté le 27 avril 2021. Sur les imbrications particulières en Amérique du Nord entre la mémoire de l'esclavage, les « questions de race » et les débats sur la « décolonisation des études africaines », voir C. Clapham, « Decolonising African Studies? », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 58, n° 1, 2020, p. 146-148.

presque aussi racialisées que ne l'étaient les instituts coloniaux⁶⁷ ». Rien de tel en France où force est de constater que le débat, la critique et l'autocritique sur le sujet sont plus timorés.

Face à ce séisme en cours dans le petit monde des études africaines, principalement de langue anglaise, certains, à l'image de Mukoma wa Ngũgĩ, n'hésitent pas à affirmer que « les discussions d'auto-flagellation à propos des privilèges blancs et des études africaines » concernent d'abord et avant tout les institutions européennes et nord-américaines, et les personnes qui y travaillent, mais restent « en dehors des radars » des universitaires africains en Afrique, qui ont d'autres priorités⁶⁸. D'autres, notamment en France où les questions raciales ne sont pas posées comme aux États-Unis, s'inscrivent dans une perspective qui peut être qualifiée d'épistémologique au sens classique des sciences sociales. Celle-ci place les chercheurs africains et non africains, quels que soient leurs couleurs, genres et autres attributs, sur un pied d'égalité théorique dans le cadre des institutions, mais aussi dans celui de la tradition épistémique européenne. Autrement dit, tout le monde peut légitimement parler de tout en assumant sa position de façon réflexive et tout ce que cela implique, la seule question qui vaille étant celle de l'intérêt et de la rigueur scientifiques, mesurés avec les outils actuels des sciences sociales – outils par ailleurs façonnés pour l'essentiel en Europe et en Amérique du Nord, ou sur d'autres continents par des chercheurs européens et nord-américains. Si l'on suit cette perspective, et comme le note Jean-Pierre Olivier de Sardan dans ce volume, « la distinction entre chercheurs du Nord et chercheurs africains a des implications en termes de positionnalité et possède, à de nombreux égards, une réelle pertinence au niveau politique, historique ou institutionnel (les relations mutuelles ne sont pas sans problèmes), mais elle n'en a pas au niveau purement épistémologique » (p. 312).

Comment alors interpréter le fait que les universitaires basé-e-s dans des institutions africaines soient sous-représenté-e-s à l'échelle mondiale dans les publications académiques (ce dont le présent volume est, malgré nos efforts, une illustration)⁶⁹? Il est certain que cette marginalité a un fondement matériel, si l'on considère que l'Afrique a aujourd'hui « le système d'enseignement supérieur

67. A. Branch, « Decolonizing the African Studies Centre », *The Cambridge Journal of Anthropology*, vol. 36, n° 2, 2018, p. 73-91.

68. M. wa Ngũgĩ, « White Privilege in African Studies: When you Are Done, Please Call us » [en ligne], *Brittle Paper*, 28 janvier 2021, <<https://brittlepaper.com/2021/01/white-privilege-in-african-studies-when-you-are-done-please-call-us/>>, consulté le 29 avril 2021.

69. Sur ce sujet, voir notamment R. H. Bates, V. Y. Mudimbe et J. F. O'Barr (dir.), *Africa and the Disciplines: The Contributions of Research in Africa to the Social Sciences and Humanities*, Chicago, University of Chicago Press, 1993; W. J. Tetey et K. P. Puplampu, « Social Science Research and the Africanist: The Need for Intellectual and Attitudinal Reconfiguration », *African Studies Review*, vol. 43, n° 3, 2000, p. 81-102; R. Sooryamoorthy, « The Production of Science in Africa: An Analysis of Publications in the Science Disciplines, 2000-2015 », *Scientometrics*, vol. 115, n° 1, 2018, p. 317-349; R. C. Briggs et S. Weathers, « Gender and Location in African Politics Scholarship: The Other White Man's Burden? », *African Affairs*, vol. 115, n° 460, 2016, p. 466-489.

le plus pauvre du monde⁷⁰ ». Les effets des investissements importants qui avaient permis le développement de nombreuses universités dans les années 1960 et 1970 se sont vus balayer par les désinvestissements des années 1980 et 1990 du fait des plans d'ajustements structurels imposés par les institutions internationales, et ce alors même que le nombre d'étudiantes et plus encore d'étudiants augmentait fortement. Indéniablement, « ce moment difficile a miné les capacités des universités africaines à maintenir leur prééminence dans l'étude de leur propre continent, comme elles avaient essayé de le faire depuis les années 1960⁷¹ ». Un constat imparable qui ne renvoie pas seulement à la marginalisation de la production africaine de connaissance sur l'Afrique, mais aussi aux défaillances préalables et corollaires de son système éducatif et d'enseignement, que sa néolibéralisation encore en cours ne fait qu'accentuer. C'est bien l'ensemble des systèmes publics d'éducation, d'enseignement et de recherche qui, à quelques exceptions près, sont sous-dotés, sous-équipés et placés dans des conditions générales de fonctionnement qui ne leur permettent pas de remplir leurs missions officielles (d'où la prolifération des institutions privées dans ces domaines, l'embauche régulière d'universitaires par des bureaux d'études ou des organisations internationales, ou encore l'expansion de la « culture de l'expertise » dans la manière de penser les recherches académiques)⁷².

Avoir cela en tête est nécessaire. Cela n'explique pourtant pas tout. Comme le relevait l'universitaire féministe nigériane Amina Mama à propos des études sur la globalisation, « des chercheur·e·s africain·e·s ont élaboré des critiques approfondies de la globalisation qui sont largement ignorées dans les principales publications sur la question⁷³ ». Pareil constat, déclinable dans de multiples champs et domaines d'études, touche non seulement les publications, mais aussi les recrutements, les promotions et les financements. C'est bien l'ensemble du marché européen et nord-américain de la connaissance qui est touché par un problème de trop grande uniformité des situations d'énonciation dominantes. Cela va de pair avec l'accaparement du droit à la parole légitime par certaines catégories d'acteurs œuvrant dans des institutions qui sont historiquement pétrées d'habitudes et de rouages permettant à cette domination, à cet accaparement, de se perpétuer.

70. A. Mama, « Is It Ethical to Study Africa? Preliminary Thoughts on Scholarship and Freedom », *African Studies Review*, vol. 50, n° 1, 2007, p. 22.

71. P. T. Zeleza, « Reckoning with the Pasts and Reimagining the Futures of African Studies for the 21st Century », *African Peacebuilding Network Lecture Series*, n° 4, Nairobi, Social Sciences Research Council, 2019, p. 4.

72. M. Mamdani, « The Importance of Research in a University », *MISR Working Paper No.3*, Kampala, Makerere Institute of Social Research, 2011, p. 3-5 ; V. Bonnecase, J. Brachet et C. Noûs (dir.), « Misères et colères de l'enseignement et de la recherche », *Politique africaine*, n° 157, 2020, p. 183-232.

73. A. Mama, « Is It Ethical to Study Africa?... », art. cité, p. 3. Voir également F. Obeng-Odoom, « The Intellectual Marginalisation of Africa », *African Identities*, vol. 17, n° 3-4, 2019, p. 211-224 ; D. Jeater, « Academic Standards or Academic Imperialism? Zimbabwean Perceptions of Hegemonic Power in the Global Construction of Knowledge », *African Studies Review*, vol. 61, n° 2, 2018, p. 8-27.

Face à cela, deux revendications sont aujourd'hui portées par de nombreux universitaires. La première consiste à donner plus de visibilité, dans un même mouvement, aux études qui portent « sur » « l'Afrique » et à celles dont les auteur·e·s sont africain·e·s, issu·e·s des diasporas ou basé·e·s en Afrique, et de pleinement les insérer dans les réflexions et les débats épistémologiques, théoriques et méthodologiques des sciences sociales en général. La seconde consiste à faire migrer les centres de productions de connaissance sur l'Afrique en Afrique afin de (re)mettre le continent et ses habitant·e·s au cœur de tout le processus. Comme l'exprimait de façon faussement naïve Oyekan Owomoyela au milieu des années 1990 : « La voie la plus sûre pour remettre "l'Afrique" au cœur des études africaines, c'est de replacer les études africaines en Afrique⁷⁴. » C'est également la voie qu'invitait à suivre Mkandawire lorsqu'il rappelait, non sans un mélange d'ironie et d'amertume, que :

« L'idée selon laquelle les Africain·e·s deviendront un jour les maîtres reconnus des études de l'Afrique semble illusoire, voire grotesque, aux yeux des autres, notamment au vu des multiples problèmes que l'on rencontre actuellement lorsqu'on cherche à institutionnaliser la production de telles connaissances en Afrique, et au regard de l'arrogance de celles et ceux qui se sont spécialisé·e·s dans la connaissance des Africain·e·s. Beaucoup d'entre nous en Afrique s'accrochent cependant avec ténacité à cette illusion et cherchent assidûment à la faire advenir⁷⁵. »

Cette revendication constitue une œuvre au long cours, à laquelle s'attachent depuis plus ou moins longtemps des organisations panafricaines comme le Codesria ou l'African Studies Association of Africa, qui visent à « promouvoir la contribution spécifique de l'Afrique à l'avancement de la connaissance des peuples et des cultures d'Afrique et des diasporas⁷⁶ ». Elle s'incarne de mille et une manières à travers l'ensemble du continent dans les travaux des multiples conférences et séminaires, portés par les enseignants-chercheurs de multiples équipes et universités, et diffusés par les multiples revues qui animent, malgré toutes les difficultés, les sciences sociales, ainsi que les mondes littéraires et artistiques en Afrique.

La question du pouvoir des institutions de production, de validation et de valorisation des savoirs est adressée de manière différente par celles et ceux qui considèrent que l'enjeu institutionnel est assorti d'un enjeu épistémique. Le philosophe béninois Paulin J. Hountondji considère ainsi que l'exode, même temporaire, d'une partie des étudiant·e·s et des universitaires du continent africain vers l'Europe et l'Amérique du Nord – et qui de fait forgent leurs pensées en s'appuyant sur ce que Valentin Y. Mudimbe qualifiait de « bibliothèque

74. O. Owomoyela, « With Friends like These... A Critique of Pervasive Anti-Africanisms in Current African Studies Epistemology and Methodology », *African Studies Review*, vol. 37, n° 3, 1994, p. 96.

75. T. Mkandawire, « The Social Sciences in Africa... », art. cité, p. 35.

76. <<https://www.as-aa.org/index.php/about-asaa>>, consulté le 28 avril 2021.

coloniale⁷⁷», ou tout au moins sur des paradigmes, des concepts et des méthodes scientifiques produits en dehors de l'Afrique – ne permet pas une réelle décolonisation de la production intellectuelle sur le continent⁷⁸. Or l'enjeu du moment serait justement de réussir à émanciper la production et la transmission de connaissance sur l'Afrique de la domination épistémique exclusive de l'Europe et de l'Amérique du Nord⁷⁹. Constatant le renouveau actuel des *Critical Race Theory* et *Black Studies* aux États-Unis où il enseigne, Didier Gondola considère ici que, « même au sein des études africaines, le racisme épistémique [...] est désormais vigoureusement remis en question » (p. 481). Cette perspective, qui caractérise les courants décoloniaux dont Sabelo Ndlovu-Gatsheni retrace la genèse dans sa contribution, reste largement ouverte.

Au final, ce n'est pas tant la tradition universaliste occidentale de la connaissance sur le monde qui est ainsi remise en cause que son hégémonie. Il ne s'agit pas d'abandonner le projet de connaissance sur l'humanité tel que porté par les sciences sociales historiquement forgées en Europe et en Amérique du Nord, mais de le faire dialoguer avec des savoirs provenant d'horizons épistémiques différents, afin de développer des approches plurielles. L'objectif serait alors d'articuler diversité théorique et épistémologique dans des approches qui n'abandonnent pas la possibilité de savoirs universels comme quête philosophique autant que comme horizon pratique. Ces approches qui ne fonctionnent pas comme des entités closes sur elles-mêmes ne valent qu'en interaction les unes avec les autres – ce qui a été conceptualisé en termes de « pluriversalité⁸⁰ » – et amènent chacune des autres à se confronter à son propre miroir, à ses propres préconditions plus ou moins conscientes, à ses propres non-dits.

Quels sont, finalement, les horizons de nos engagements scientifiques présents ? Les études africaines se sont bâties contre des manières d'entendre l'Afrique – ou de ne pas l'entendre – dans le reste du monde académique et dans un plus large espace social, mais elles se sont aussi construites contre

77. V. Y. Mudimbe, *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*, Bloomington, Indiana University Press, 1988.

78. P. J. Hountondji, *Combats pour le sens, un itinéraire africain*, Cotonou, Éditions du Flamboyant, 1998. Parmi les précurseurs de cette critique, voir aussi F. Eboussi-Boulaga, *La crise du Muntu*, Paris, Présence africaine, 1977 ; N. wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit*, Paris, La fabrique éditions, 2011 [1986].

79. Voir par exemple K. Dotson, « Conceptualizing Epistemic Oppression », *Social Epistemology*, vol. 28, n° 2, 2014, p. 115-138 ; P. T. Zeleza, « The Troubled Encounter Between Postcolonialism and African History », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 17, n° 2, 2006, p. 89-129 ; R. Grosfoguel, « The Epistemic Decolonial Turn: Beyond Political-Economy Paradigms », *Cultural Studies*, vol. 21, n° 2-3, 2007, p. 211-223 ; K. J. Minga, « African Discourses on the Africanization and Decolonization of Social and Human Sciences », *Journal of Black Studies*, vol. 52, n° 1, 2021, p. 50-76 ; S. Kessi, Z. Marks et E. Ramugondo, « Decolonizing African Studies », *Critical African Studies*, vol. 12, n° 3, 2020, p. 271-282.

80. A. Escobar, *Pluriversal Politics: The Real and the Possible*, Durham, Duke University Press, 2020.

elles-mêmes. Elles ont régulièrement mis en cause des approches admises en son propre sein pour faire émerger de nouveaux objets, de nouveaux outils conceptuels, de nouvelles manières de penser. Contre quelle part d'elles-mêmes les études africaines peuvent-elles aujourd'hui continuer à se construire ? Contre leur part coloniale, très certainement. Et au-delà ? Continuer à envisager un décentrement de la pensée sous l'angle de la multiplicité des traditions épistémiques et de leurs lieux de production et d'énonciation apparaît essentiel, tant ce chemin qui reste largement à explorer semble prometteur. Mais cela ne dit pas tout en matière de décentrement, loin s'en faut, comme le rappelle Robbie Shilliam à propos du « Pacifique noir » lorsqu'il affirme qu'il ne peut s'agir d'un projet uniquement académique « séparé des traditions vivantes de connaissance⁸¹ ». À l'heure où l'on voit se développer des initiatives visant à faire migrer la production des savoirs en et sur l'Afrique hors des murs des universités⁸², gardons à l'esprit que la pluralité des pensées ne s'éprouve pas que sur le plan des origines, mais aussi sur celui de différentes communautés de pratique, la recherche n'en constituant qu'une parmi d'autres. Il n'est pas question de minimiser la spécificité de la pensée scientifique, pas plus que d'abandonner le navire de nos vieilles institutions universitaires qui, malgré tous leurs défauts, offrent encore bien des chances et des possibilités de naviguer au cœur d'un « présent à genoux⁸³ ». Nous n'avons que trop conscience de la destruction méthodique en cours de certains de leurs fondements, qui ne laissera certainement pas la place à un monde plus ouvert à la connaissance plurielle. Mais, au stade où nous en sommes, il ne peut être que fructueux de chercher non seulement à penser avec d'autres traditions intellectuelles, d'autres catégories épistémiques, mais aussi à partir d'autres expériences humaines qui ne peuvent pas forcément se traduire et s'exprimer dans les seules arènes des « milieux autorisés [où] l'on s'autorise à penser⁸⁴ » ■

Vincent Bonnacase
CNRS

Julien Brachet
IRD

81. R. Shilliam, *The Black Pacific: Anti-Colonial Struggles and Oceanic Connections*, Londres, Bloombury Academic, 2015, p. 8.

82. Ainsi les Ateliers de la pensée associent régulièrement depuis 2016, à Dakar et Saint-Louis, des chercheur·e·s, écrivain·e·s et artistes d'Afrique et des diasporas africaines (<<https://lesateliersdelapensee.wordpress.com/>>, consulté le 28 avril 2021). De même, les forums sociaux africains et mondiaux, organisés sur le continent depuis 2006, mêlent les paroles militantes, syndicales, associatives et universitaires (voir par exemple M.-E. Pommerolle et J. Siméant (dir.), *Un autre monde à Nairobi. Le forum social mondial 2007 entre extraversion et causes africaines*, Paris, Karthala, 2008), tandis que d'autres initiatives comparables ont régulièrement lieu à des échelles plus locales (voir par exemple les ateliers organisés par l'African Centre for Cities à l'université du Cap en Afrique du Sud, <<https://www.africancentreforcities.net/>>, consulté le 30 avril 2021).

83. Monchoachi, *Lémistè*, Paris, Obsidiane, 2012.

84. Coluche, « Et puis y'a la télé », 1977.

*Abstract***Africa and Scholarly Commitments: Shifting Frontlines**

The lines of knowledge production in and about Africa and African diasporas are continually shifting as the political, institutional, ideological, and epistemological contexts within which they occur change. Taking scholarly engagement as a guiding thread, this introductory article poses four major questions about the past, present, and possible future of African studies. Does "Africa" constitute a legitimate academic area of study today? How can we simultaneously consider autonomous dynamics from below and relations of domination? How does the contemporary evolution of African societies help us consider those of other societies around the world? How can we interconnect the arenas of knowledge production about Africa without annihilating their plurality?

Contrebass.
L'agitation des approches

CONTREBAS. L'AGITATION DES APPROCHES

JEAN COPANS

**POLITIQUE AFRICAINE : LA NAISSANCE
HEUREUSE D'UNE SOCIABILITÉ
SCIENTIFIQUE INÉDITE**

Jean Copans, un des fondateurs de *Politique africaine* en 1980, propose à la fois un témoignage sur son quart de siècle d'expérience éditoriale et un commentaire du projet de la revue et de ses évolutions jusqu'à aujourd'hui. Il insiste sur l'esprit d'entreprise œcuménique qui a présidé à son fonctionnement d'un point de vue aussi bien convivial qu'intellectuel et d'emblée pluridisciplinaire. Il souligne ses objectifs transafricains puis diasporiques, tout en relativisant l'exclusivité conceptuelle de son regard par le bas. Ces perspectives analytiques se sont malheureusement confrontées à un contexte institutionnel et politique peu réceptif qui laisse presque toujours entier le problème du développement d'études africanistes africaines autonomes.

Qui sait de quoi les anniversaires sont faits ? D'histoires : des histoires de trajectoires personnelles l'un mais aussi, en ce qui nous concerne ici, une histoire plus collective, communautaire même aux yeux de certains. Une histoire de réunions qui n'en finissent pas. Une histoire des idées, des institutions et des disciplines. Tout cela est très enchevêtré mais c'est ainsi que la science (notamment politique !) se fait. Enfin, une histoire de deux cités, pour reprendre le titre d'un roman célèbre, de Paris et de Bordeaux. La visée de ce texte est plurielle : fondé sur des souvenirs qui sont un témoignage personnel sur les premières décennies de la revue, il cherche à esquisser l'atmosphère qui présida à mes engagements et aux manières de faire trimestriellement *Politique africaine*. Il aborde également quelques-unes des questions qui ont agité, ou non, la mise en forme intellectuelle, voire morale ou politique, de notre publication.

L'ÉPOPÉE DES COMMENCEMENTS DES ANNÉES 1980

Un anniversaire de quarante ans ne peut esquiver l'évocation des disparus, depuis très longtemps ou au contraire depuis peu, des disparus sans la collaboration et l'engagement desquels il n'y aurait tout simplement pas eu de revue intitulée *Politique africaine*. Étant l'un des contributeurs académiques les plus âgés de ce numéro-ci, je n'ai pu m'empêcher de tourner la page de la couverture du premier numéro de notre revue au dépôt légal du quatrième trimestre 1980.

Le comité de rédaction fondateur était composé de quinze noms. Deux femmes et treize hommes : la parité n'était pas d'actualité à l'époque car le nombre de femmes universitaires en science politique était infime. Le comité actuel comporte 50 % de membres en plus et les femmes en représentent 40 %. Mais il est vrai qu'arithmétiquement ces 50 % supplémentaires proviennent aussi des noms de chercheurs étrangers alors que les quinze rédacteurs de 1980 étaient tous français, à une exception près¹.

La première disparition que je voudrais évoquer est celle de Georges Balandier. Curieusement, son décès en octobre 2016 n'avait pas été honoré d'une nécrologie ou d'un avis de décès dans la revue. L'inspirateur explicite d'au moins trois, et sans doute de la majorité, des co-fondateurs de *Politique africaine* n'a donc pas reçu le dernier adieu auquel il avait droit puisque, de l'avis de plusieurs d'entre nous, c'est son ouverture à des études africaines historicistes, postcoloniales et animées par une anthropologie du politique qui nous a formés et mobilisés. Il nous avait plus ou moins abandonnés en rase campagne au cours des années 1980, préférant au bout d'un quart de siècle les sirènes mondiales du « pouvoir sur scène » à la « sociologie actuelle de l'Afrique noire ». Mais Jean-François Bayart, Robert Buitenhuijs, Jean Copans et leurs collègues ont pensé qu'il fallait absolument actualiser et maintenir à jour l'africanité politique du programme initial de cette anthropologie dynamique

Un tiers de l'escouade du bataillon avant-gardiste de 1980 nous a quittés au fil du temps et, à des titres divers, aussi bien professionnels, intellectuels que plus intimes, je leur suis redevable d'avoir contribué à fabriquer l'africaniste que je suis devenu. Le premier par ordre alphabétique est aussi le plus ancien de ma promotion : le Hollandais Robert Buitenhuijs (Rob pour les intimes) a fait ses études en même temps que moi au Centre d'études africaines de la VI^e section de l'EPHE (École pratique des hautes études) dès 1963, ou peut-être même plus tôt. Il avait d'ailleurs choisi un terrain plus radical pour son doctorat, celui du mouvement kenyan des Mau-Mau en écho à la préface rédigée en 1960 par Georges Balandier à l'édition de la traduction française de *Facing Mount Kenya* de Jomo Kenyatta². Nous avons par la suite conduit occasionnellement ensemble, pendant plus de trente ans, une discussion-débat autour du thème « Anthropologie et impérialisme ». Mais j'ai surtout regretté qu'il ait voué toute son énergie à dévoiler les soubresauts de la seule vie politique tchadienne – son point de départ était la rébellion du Frolinat (Front de libération nationale du Tchad) – alors qu'il avait envisagé un moment, en prévision de son séjour au Sénégal, de mobiliser son

1. Ce comité initial reste en place à peine deux ans puisqu'il s'enrichit rapidement de cinq membres : quatre chercheurs et la secrétaire de rédaction, Hélène Arnaud, qui est secondée au secrétariat par Sylvie Haas.

2. Voir G. Balandier, « Préface », in J. Kenyatta, *Au pied du mont Kenya*, Paris, François Maspero, 1960, p. 9-21 ; R. Buitenhuijs, *Le mouvement « Mau-Mau ». Une révolte paysanne et anti-coloniale en Afrique noire*, Paris/La Haye, Mouton, 1971.

esprit ethnographique pour élucider l'intimité de la vie politique flamboyante de ce pays aussi bien exemplaire qu'atypique.

Étienne Le Roy est ensuite le plus ancien sur ma liste : nous avons fait connaissance au Sénégal à la fin des années 1960, conduisant chacun des recherches doctorales. Mon admiration était là aussi profondément anthropologique puisqu'il introduisait enfin, dans tous les sens du terme, le terrain de l'anthropologie juridique foncière, domaine fondateur selon moi de l'anthropologie elle-même mais oublié, semble-t-il, de l'inventeur de l'anthropologie politique à la française, Georges Balandier.

Vient ensuite, toujours par ordre alphabétique, Jean-François Médard. Notre première rencontre remonte, si mes souvenirs sont bons, au 10 février 1973, à une journée d'étude de l'Association française de science politique de la FNSP (Fondation nationale des sciences politiques) sur le pouvoir local, dont il commençait à défricher le domaine en France. J'étais l'ethnologue africaniste de service, remplaçant Claude Meillassoux (et peut-être même Georges Balandier) au pied levé, chargé de décrire une discipline qui excellait à l'époque dans la monographie villageoise et donc, semblait-il aux yeux des politistes, dans l'étude des formes apparemment les plus élémentaires de tout pouvoir politique. Jean-François Médard sera l'un de mes inspireurs lorsqu'il m'invita à peine dix ans plus tard, en tant que directeur du Credu (Centre de recherche d'échanges et de documentation universitaire), à faire une tournée d'un mois en Afrique orientale et australe à l'automne 1983, ce qui me conduisit à lui succéder deux ans plus tard à la direction du Centre à Nairobi, convaincu qu'il fallait voir cette Afrique de plus près³. Dois-je dire que son décès brutal en 2007 me poussa à participer activement aux différentes formes d'hommage qui furent organisées à cette malheureuse occasion⁴.

Il me faut enfin terminer par Alain Ricard, le littéraire et le culturel du voyage, aux perspectives résolument transafricaines et transdisciplinaires avec qui j'avais probablement, comme on le dit familièrement, le plus d'atomes crochus. Il avait accepté mon invitation à me succéder lors de mon départ du Credu en 1989, ce qu'il fit pendant deux ans⁵. Avec lui se termina la première décennie non

3. Tanzanie, Zimbabwe, Mozambique et Kenya. Le Credu est devenu plus de deux décennies plus tard l'Ifra (Institut français de recherche en Afrique).

4. L'hommage personnel sollicité par les rédacteurs de la *Revue internationale de politique comparée* s'intitule J. Copans, « Un Médard sous l'équateur », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, n° 3, 2007, p. 467-472, en clin d'œil à William Boyd. Voir aussi J. Copans, « Du néo-patrimonialisme au big man : une excursion sénégalaise au XXI^e siècle au regard des Cameroun et Kenya d'il y a un quart de siècle », in D. Darbon (dir.), *Le comparatisme à la croisée des chemins. Autour de l'œuvre de Jean-François Médard*, Paris/Pessac, Karthala/MSHA, 2010, p. 41-57.

5. Il convient d'ajouter parmi les disparus un cinquième, véritable compagnon de route de la revue et des éditions Karthala, le Britannique (Irlandais !) Donal B. Cruise O'Brien de la SOAS (School of Oriental and African Studies) qui contribua activement à plusieurs de nos débats et qui publia dans la revue son texte paradigmatique sur le contrat social sénégalais dans le premier numéro consacré à ce pays : D. B. Cruise O'Brien, « Le "contrat social" sénégalais à l'épreuve », *Politique africaine*, n° 45, 1992, p. 9-20.

seulement véritablement interdisciplinaire, mais aussi polafienne du CREDU, puisque les quatre premiers directeurs avaient tous été des co-fondateurs de la revue et donc, à un titre ou un autre, conscients de l'importance d'introduire l'Afrique orientale et australe (anglophone et lusophone) dans des études africanistes françaises terriblement centrées sur l'Afrique francophone jusque dans les années 1990.

À l'évidence, cet anniversaire-ci n'est pas le premier à avoir été l'objet d'une reconsidération ou d'une célébration de la revue : ce fut le cas dès 1990 pour ses dix ans, et en 2005-2006 pour son numéro 100⁶. Je n'ai contribué à aucun de ces deux numéros car, pour le premier, j'avais décidé de le fêter en quelque sorte à ma manière en publiant, à l'occasion du colloque de célébration de l'anniversaire, mon ouvrage *La longue marche de la modernité africaine*, qui comporte explicitement une toute petite sous-section consacrée à l'aventure polafienne⁷. Pour ce qui est du quart de siècle de 2005, j'avais manifesté un certain désaccord avec le choix de la thématique urbano-culturelle branchée retenue (« Cosmopolis : de la ville, de l'Afrique et du monde », n° 100) et, pour la première fois, je me suis senti assez extérieur aux préoccupations éditoriales dominantes. À peine cinq ans plus tard, en 2011, j'ai abandonné de fait la revue...

UNE PLURALITÉ DE RUBRIQUES POUR UNE DIVERSITÉ DE POINTS DE VUE

J'ai toujours été porté sur l'analyse de la politique ainsi que, jusqu'à un certain point, sur le militantisme politique ou idéologique⁸. Je ne vais pas revenir sur ces diverses pratiques ni sur la maturation et l'évolution de ma pensée sur ce point⁹. Notons toutefois que, sous la direction éclairée du linguiste Pierre Alexandre de l'Inalco, les *Cahiers d'études africaines*, co-fondés par Georges Balandier en 1960, se met à refléter de plus en plus certains débats intellectuels et théoriques, puis scientifiques de l'actualité de la recherche africaniste. Outrepasant au moins à deux reprises les avis réservés ou défavorables des lecteurs des manuscrits reçus, c'est lui qui avait décidé de publier dès 1960, dans le numéro 4 de la

6. Un symposium (« Le politique et l'avenir de l'Afrique. 10 ans de *Politique africaine* ») fut organisé par l'Acpa les 11-12-13 octobre 1990 à Bordeaux pour célébrer les dix ans de la revue avec le soutien de neuf institutions dont l'énumération peut interpeller aujourd'hui : Ministère de la Coopération, Conseil régional d'Aquitaine, Conseil général de la Gironde, Mairie de Bordeaux, CNRS, CREDU, MSHA, IEP, Caisse d'épargne de Bordeaux.

7. J. Copans, *La longue marche de la modernité africaine : savoirs, intellectuels, démocratie*, Paris, Karthala, 1998 [1990], p. 53-55 et p. 99-106.

8. Mon premier compte rendu d'un ouvrage africaniste paraît dans le mensuel trotskyste *Sous le drapeau du socialisme* en 1964 et ma première contribution à un ouvrage collectif d'introduction à l'anthropologie sociale porte justement sur l'anthropologie politique. Voir J. Copans (sous le nom de J. Floret), « Samir Amin ou le cheval de Troie des bourgeoisies nationales », *Sous le drapeau du socialisme*, n° 62, 1974, p. 40-42 ; J. Copans, « L'anthropologie politique », in J. Copans, S. Tornay, M. Godelier et C. Backès-Clément, *L'anthropologie : science des sociétés primitives ?*, Paris, Denoël, 1971, p. 113-173.

9. Lire la première partie de *La longue marche de la modernité africaine...*, op. cit.

revue, le (futur) célèbre texte de Claude Meillassoux, « Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance¹⁰ » et, en 1971, mon propre texte sur l'histoire et la sociologie des études africaines, qui constitua par la suite la base de mon recueil de 1974, *Critiques et politiques de l'anthropologie*¹¹. Alexandre initie des discussions autour de la problématique « Anthropologie et colonialisme/impérialisme », tout en y contribuant d'ailleurs personnellement.

En fait, les prémisses de *Politique africaine* se trouvent à coup sûr, pour ce qui me concerne, dans le texte de l'anthropologue d'origine germano-britannique, Peter C. W. Gutkind, publié en 1975. Son titre ne souffre aucune ambiguïté : « The View from Below: Political Consciousness of the Urban Poor in Ibadan¹² ». Lecteur du texte, je suggère à Pierre Alexandre d'organiser une discussion autour de cette problématique et, du coup, s'y ajoutent un commentaire de ma part, « Conscience politique ou conscience de la politique¹³ ? », et un autre du géographe Marc Vernière, spécialiste de Dakar, « Les pauvres d'Ibadan ont-ils une conscience de classe¹⁴ ? ». Je récidive éditorialement à la lecture du texte que Jean-François Bayart vient de tirer de sa thèse sur le Cameroun, soutenue en 1977, qui a soulevé quelques interpellations en science politique mais aussi chez les anthropologues marxistes, ces derniers s'interrogeant sur l'emploi et l'élargissement des concepts d'aînés et de cadets dans le champ politique qui fabrique et socialise les classes dominantes et dominées autour de l'État postcolonial. C'est ainsi que je rencontre Jean-François Bayart au printemps 1978 et que prend forme l'idée d'un dossier partiellement organisé autour de ses hypothèses avec des commentaires du politiste Jean Leca, de l'anthropologue Pierre-Philippe Rey et de moi-même, le tout suivi d'une réponse de Jean-François Bayart¹⁵. Le débat est complété de deux textes du sociologue Gilles Blanchet et de Robert Buitenhuijs et le dossier s'intitule « Politique et politiques ».

10. C. Meillassoux, « Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance », *Cahiers d'études africaines*, n° 4, 1960, p. 38-67.

11. J. Copans, « Pour une histoire et une sociologie des études africaines », *Cahiers d'études africaines*, n° 43, 1971, p. 422-447 ; J. Copans, *Critiques et politiques de l'anthropologie*, Paris, François Maspero, 1974.

12. P. C. W. Gutkind, « The View from Below: Political Consciousness of the Urban Poor in Ibadan », *Cahiers d'études africaines*, n° 57, 1975, p. 5-35.

13. J. Copans, « Conscience politique ou conscience de la politique ? », *Cahiers d'études africaines*, n° 57, 1975, p. 45-55.

14. M. Vernière, « Les pauvres d'Ibadan ont-ils une conscience de classe ? », *Cahiers d'études africaines*, n° 57, 1975, p. 37-44.

15. Voir J.-F. Bayart, « Régime du parti unique et systèmes d'inégalité et de domination au Cameroun : esquisse », *Cahiers d'études africaines*, n° 69-70, 1978, p. 5-35 ; J. Leca, « Postface à J.-F. Bayart : nuances », *Cahiers d'études africaines*, n° 69-70, 1978, p. 37-44 ; P.-P. Rey, « Postface à J.-F. Bayart : critiques », *Cahiers d'études africaines*, n° 69-70, 1978, p. 45-47 ; G. Blanchet, « L'évolution des dirigeants sénégalais de l'indépendance à 1975 », *Cahiers d'études africaines*, n° 69-70, 1978, p. 49-78 ; R. Buitenhuijs, « Les potentialités révolutionnaires de l'Afrique noire : les élites dissidentes », *Cahiers d'études africaines*, n° 69-70, 1978, p. 79-92 ; J. Copans, « À chacun sa politique », *Cahiers d'études africaines*, n° 69-70, 1978, p. 93-113 ; J.-F. Bayart, « À chacun son histoire », *Cahiers d'études africaines*, n° 69-70, 1978, p. 115-122.

La fondation pratique et éditoriale de la revue a suivi un cheminement plus complexe où interviennent au moment propice Robert Ageneau et la toute nouvelle maison d'édition Karthala. Mais je pense que cette discussion publique dans la seule revue formellement académique des études africaines françaises a rempli une fonction plus que symbolique, démontrant qu'il y avait là un champ empirique et conceptuel à occuper et à construire et que le moment était venu d'en rassembler les acteurs encore trop dispersés. Ce symbole, s'incarnera provisoirement dans la participation simultanée (à l'invitation du géographe de l'EHESS Jean-Pierre Raison, membre du Parti socialiste) d'au moins une demi-douzaine des co-fondateurs de la revue aux réunions mensuelles ou bimestrielles à l'Élysée de Guy Penne, le Monsieur Afrique du nouveau président de la République, François Mitterrand, dès la fin de l'année 1981.

Mais le devoir va m'appeler trois ans à peine après la fondation de la revue. En effet, l'entregent de Jean-François Bayart va lui permettre de mobiliser certaines ressources humaines, matérielles et même immobilières du Ceri (Centre de recherches internationales) de la FNSP, mais son *one-man editorship* permanent, bien qu'épaulé activement par le comité de rédaction et son secrétariat (Hélène Arnaud de la FNSP), commence à lui peser et, à la surprise du comité de rédaction qui le croit éternel, il propose de passer la main en juin 1983. Personne ne se précipite pour le remplacer et il paraissait encore préférable de conserver la rédaction à Paris, malgré l'imposante présence bordelaise. Mon intérêt ancien pour la direction éditoriale et ma forte implication dans les *Cahiers d'études africaines* finissent par me transformer en candidat potentiel à cette fonction avec le plein accord du comité de rédaction. Fonction que je n'occuperai finalement que deux brèves années à cause de mon expatriation en octobre 1985 pour quatre ans au Kenya pour y diriger le Credu. Faut-il rappeler ici que, jusqu'au milieu des années 1990, le comité de rédaction se réunissait de manière quasi plénière pendant deux jours pleins (avec tous les problèmes afférant à de telles réunions en termes d'hébergement, de repas et de déplacement, voire parfois même de disponibilité d'une salle de réunion, pour ne pas parler de nos emplois du temps professionnels) de plus en plus marqués par l'alternance Paris-Bordeaux. Le passage à une seule journée, puis à des petites demi-journées, a profondément modifié le fonctionnement éditorial, sinon intellectuel, de la revue. Certes, l'Acpa organise ses journées d'études mais ces dernières n'ont pas les mêmes effets que ces *brainstorming sessions* mobilisées pour la seule rédaction de la revue et non pour le public des lecteurs et des collègues. J'ai suivi autant que faire se peut les réunions du comité de rédaction jusqu'au début des années 2000.

En fin de compte, tout cela pour quoi ? En d'autres termes, quelle fut ma contribution véritablement éditoriale et professionnelle à la revue pendant les trente ans qui m'ont vu y être un contributeur assez actif ? Chronologiquement parlant, j'ai d'abord co-dirigé deux numéros : le numéro 4 de 1981 avec François Constantin et Christian Coulon sur « La question islamique en Afrique noire » et le numéro 8 de 1982 avec Robert Buitenhuijs sur le thème « Discours populistes,

mouvements populaires». J'en ai ensuite initié et dirigé deux autres sous ma seule autorité, le numéro 26, «Classes, État, marché», en 1987 et le numéro 46, «L'Histoire face au politique», en 1992. J'ai par ailleurs été un traducteur très conséquent puisque la revue avait décidé à l'époque de traduire les contributions retenues en langue anglaise pour accélérer en quelque sorte la conscientisation politiste panafricaine des chercheurs français et francophones¹⁶ ! Je n'ai toutefois publié que trois articles en tant que tels, ce qui peut paraître peu : en 1993 sur les intellectuels (n° 51), en 2000 sur la nature de la philosophie dans les études africaines (n° 77) et, enfin, en 2014 sur les études du travail et des ouvriers (n° 133)¹⁷.

Avant d'être le lieu d'expression d'une perspective nouvelle sur les sociétés politiques de l'Afrique noire, *Politique africaine* constituait un nouveau style éditorial et informatif. Dès le premier numéro, six rubriques organisent la table des matières et seule la moitié d'entre elles correspondent à la division classique entre articles de fond et chroniques bibliographiques. Les articles sont distribués en «Enquête» et «Interrogations», et les ouvrages renvoient à «À livre ouvert» et à «Chronique bibliographique». Par ailleurs, une «Chronique scientifique» conséquente prend place. Somme toute, la revue se présente comme un *medium* moderne qui veut d'abord faire circuler des idées et de l'information. La preuve en est l'imposante rubrique «Documents» qui occupe presque un quart du premier numéro et dont Jean-François Bayart explique lui-même les raisons d'être. Son argumentation mérite d'être rappelée ici :

«Il s'agit, dans notre esprit, de donner à entendre la voix des acteurs sociaux [c'est le titre donné à cet éditorial aux pages 83-84], de telle manière qu'elle s'inscrive en contre-point des analyses dites scientifiques; de faire en sorte que le discours de l'observateur, étranger le plus souvent aux sociétés prises en considération, ne se substitue pas toujours, ou pas complètement, à la parole des sujets politiques; d'inciter le lecteur à poursuivre une réflexion critique sur cette distance entre ce qui est dit en Afrique et ce qui est dit de l'Afrique¹⁸.»

16. J'ai contribué à ma façon par ce biais à enrichir les discussions sur la nature de l'État africain en traduisant des textes de G. Hyden, «La crise africaine et la paysannerie non capturée», *Politique africaine*, n° 18, 1985, p. 93-113, et de R. Sandbrook, «Personnalisation du pouvoir et stagnation capitaliste: L'État africain en crise», *Politique africaine*, n° 26, 1987, p. 15-40. J'ai essayé de traduire l'ouvrage décisif de Hyden sur la paysannerie non capturée, mais aucun éditeur n'en accepta le projet, ce qui, à mon avis, a appauvri de fait les critiques françaises non marxistes du développement officiel dans les années 1980-1990. G. Hyden, *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and Uncaptured Peasantry*, Londres, Heineman, 1980.

17. J. Copans, «Intellectuels visibles, intellectuels invisibles», *Politique africaine*, n° 51, 1993, p. 7-25; J. Copans, «Les sciences sociales africaines ont-elles une âme de philosophe? Ou du fosterage de la philosophie», *Politique africaine*, n° 77, 2000, p. 54-71; J. Copans, «Pourquoi travail et travailleurs africains ne sont plus à la mode en 2014 dans les sciences sociales. Retour sur l'actualité d'une problématique du xx^e siècle», *Politique africaine*, n° 133, 2014, p. 25-43.

18. J.-F. Bayart, «La voix des acteurs sociaux», *Politique africaine*, n° 1, 1981, p. 83.

Cette rubrique ne se retrouvera pas dans tous les numéros et ceux que j'ai dirigés en 1987 et 1992 ne l'incluaient pas¹⁹. Par contre, très rapidement, s'installe une rubrique « Magazine » (dirigée par Robert Buitenhuijs), véritable bric-à-brac d'au moins une demi-douzaine de notes documentaires, bibliographiques, analytiques ou, parfois, polémiques occupant souvent entre trente et quarante pages. *Politique africaine* vit donc de la variété et de la pertinence d'actualité de tous ces modes d'écriture et, à mes yeux, c'est cela qui nous a mobilisés collectivement dès sa fondation. S'ajouteront au fil du temps des nouvelles chroniques comme « En mémoire », qui abrite de brefs états des lieux, voire « Pistes », qui voit la publication dans le numéro 39 des dix ans de l'un des grands textes publiés par la revue, celui de l'historien britannique John Lonsdale, « Le passé de l'Afrique au secours de son avenir²⁰ ». Bien plus tard, on trouvera des « Pistes de recherche » qui se transformeront en « Recherches » tout court, voire en « Essais » ou en « Études ». Mais les rubriques, éventuellement provisoires, peuvent jouer sur la nouveauté, « Outsider », ou au contraire sur la tradition, « En mémoire ». La discussion et la confrontation sont toujours présentes avec « Contrepoint », « Courrier », « Palabre » ou « Entretiens ». Enfin, la rubrique « Conjoncture » fait le point plus longuement. Cette volatilité du nombre et des intitulés des rubriques en dit long sur l'opportunisme éditorial qui cherche à canaliser toutes les initiatives que l'actualité suscite. Parfois, la rédaction de la revue doit manifester sa volonté de préservation de points de vue différents. Ainsi, dans le premier numéro pays consacré au Tchad en 1984 (avec une jaquette illustrée!), est-il précisé en préface aux deux avant-propos les règles de fonctionnement du pluralisme de la revue : « Cette diversité est, seule, gage d'honnêteté et de qualité; elle implique aussi, comme à l'ordinaire, que chacune des contributions n'engage que son auteur²¹. »

Il faut donc insister sur la nature de ces rubriques originales aux responsables propres qui ont scandé le développement de la revue au cours de toutes ces décennies. Elles concernent la publication de documents originaux plus ou moins confidentiels, l'organisation de mini-débats autour de thématiques conceptuelles et la rubrique bibliographique de lectures croisées, qui ont pu apparaître et disparaître au cours des années et, éventuellement, des changements de rédacteurs en chef. Cette diversité éditoriale impliquait un engagement pratique pluriel et une bonne harmonie, pas toujours respectée, car cette liberté de pensée avait souvent déclenché des batailles insoupçonnées qui ont été jusqu'à mettre

19. Par contre, j'avais traduit, apparemment en exclusivité, le texte des Accords de Nkomati entre l'Afrique du Sud et le Mozambique : « L'accord de Nkomati », *Politique africaine*, n° 14, 1984, p. 110-120.

20. J. Lonsdale, « Le passé de l'Afrique au secours de son avenir », *Politique africaine*, n° 39, 1990, p. 135-154. C'est encore un autre texte remarquable de cet historien (J. Lonsdale, « Ethnicité, morale et tribalisme politique », *Politique africaine*, n° 61, 1996, p. 98-115) inaugurant la nouvelle rubrique « Débats » qui se met en place à partir du numéro 61 en 1996 sous la responsabilité conjointe de P. Chabal et de J.-P. Daloz. Les responsables définissent cette rubrique comme dédiée aux débats d'idées et comme un « remue-ménages », selon une expression québécoise!

21. Voir *Politique africaine*, n° 16, 1984, p. 3.

en péril la régularité de la parution. C'est en ce sens que la revue pouvait être considérée comme active politiquement²². Certes, il existe toujours une variété d'offres éditoriales dans la revue mais il me semble que les nouvelles technologies, qui ont facilité la circulation des documents des oppositions, des ONG ou des libres opinions analytiques, l'affaiblissement de la notion même d'engagement politique, qu'il faut distinguer d'un engagement politisé ordinaire, la compétition et la bureaucratisation pesante du fonctionnement universitaire français, la violence, enfin, des débats post/décoloniaux en général ont profondément modifié la sociabilité intellectuelle africaniste en ce début du XXI^e siècle. L'atmosphère bon enfant des années 1980, consolidée au cours des années 1990 par les promotions éditoriales et professionnelles des « fabricants » initiaux de la revue, favorisait de manière paradoxale les accusations de quant à soi et de club fermé²³, ce qui a finalement facilité le délitement progressif de la grande famille « polafienne » originelle. En un mot, la fin du siècle dernier voit sans aucun doute l'apparition d'une culture scientifique « polafienne » spécifique qui dépasse l'orbite de la revue mais qui aussi, selon moi, entraîne une dépolitisation progressive de son projet. Un ajustement institutionnel qui n'ose dire son nom s'installe avec les nouvelles générations et notre radicalité naïve initiale s'assagit face à une Afrique aux crises trop multiples en nombre et en genre pour pouvoir être toutes maîtrisées simultanément.

DU PASSÉ NE FAISONS PAS TABLE RASE

Chaque numéro de la revue ayant un titre, tous les numéros deviennent en quelque sorte des numéros spéciaux. Mais le premier d'entre eux affiche plus qu'un projet, puisque c'est l'esprit même de ce dernier qui interpelle le lecteur : « La politique en Afrique noire : le haut et le bas ». L'article de Jean-François Bayart n'est que le troisième du sommaire mais il circonscrit encore un peu plus le projet, « Le politique par le bas en Afrique noire », mais à se limiter aux références en bas... de page, le lecteur s'apercevra immédiatement de quelques nouvelles façons de réfléchir au politique africain depuis la France. Sur environ la quarantaine d'auteurs cités par Bayart, la moitié sont des anthropologues, notamment marxistes et français²⁴. Les historiens et les philosophes (dont bien entendu les

22. Un bon exemple est fourni lors du premier semestre 2013 à l'occasion de l'intervention militaire française au Mali. Il n'y a pas d'éditorial « politique » mais le numéro 130 de *Politique africaine* est intitulé « Crises et chuchotements au Sahel » sous la direction de Vincent Bonnacase et Julien Brachet.

23. Voir les aventures des cooptations, adhésions et radiations à l'Acpa qui ont scandé de manière permanente les AG à partir des années 1990. Signalons toutefois la non-collaboration quasi systématique (malgré des sollicitations répétées) des chercheurs africanistes réputés de l'EHESS et du CNRS. Le même examen pourrait être conduit sur les deux dernières décennies avec, je crois, le même genre de constats.

24. J.-F. Bayart, « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode », *Politique africaine*, n° 1, 1981, p. 53-82.

inspireurs Michel de Certeau et Michel Foucault) font un quart des autres références, et la science politique ne renvoie finalement qu'à 20 % des auteurs cités. Bayart tire autant d'inspiration de l'Afrique anglophone, y compris orientale et australe, que de l'Afrique francophone. Il y a là une véritable révolution culturelle que les lecteurs de 2020 ne perçoivent peut-être plus mais, en 1980, l'emploi du terme de révolution référentielle n'est pas trop fort. Cela dit, on trouve aussi un article d'Yves-André Fauré qui analyse les constitutions des États africains²⁵, domaine par excellence justement de la science politique africaniste française d'alors, et le politique par le haut est tout aussi présent.

Ce qui me semble évident, en lecteur assidu et compagnon de route de la nouvelle génération de politistes africanistes français, c'est qu'avec le temps, une césure va se faire jour entre ceux qui se contentent de parcourir le bas à la recherche des traces ou des atmosphères politiques des nouvelles sociétés africaines postcoloniales et ceux qui pensent à juste titre que ces nouveaux contextes modifient de fond en comble le fonctionnement ordinaire de tous les champs politiques plus ou moins publics (les élections, la vie des partis, la structuration administrative des pouvoirs publics, les origines et les cheminements des responsables officiels ou alternatifs, etc.). Cette perspective permet de contextualiser les limites de l'exercice politique du bas par le bas, qui est toujours dans un rapport de force avec les appareils, les clientèles et les ressources matérielles. Le traitement du bas comme d'un domaine typiquement anthropologique, puisque l'observation participante serait apparemment plus facile et habituelle à pratiquer au sein de la société ordinaire qu'en ses sommets, par principe cachés et réservés, est néanmoins le résultat d'une grande illusion. Rappelons qu'en ce qui concerne l'anthropologie politique cette dernière est depuis ses origines, pour des raisons empiriques et méthodologiques, plutôt une anthropologie des aînés, des responsables, voire des chefs. L'un des ouvrages les plus marquants de cette époque ne s'intitule-t-il d'ailleurs pas *a contrario Tribes without Rulers*²⁶ ? Les chefs de village ou de regroupements d'éleveurs (ou d'un quartier urbain) sont certes en bas de l'échelle politique nationale mais ce sont tout de même des responsables politiques tout à fait représentatifs à leur échelle. En 1968, treize ans avant la fondation de la revue, était d'ailleurs paru un ouvrage collectif intitulé *Local-Level Politics*²⁷. De son côté, l'orientation nouvelle introduite par Georges Balandier est plutôt celle de l'étude de la politisation de la résistance religieuse anticoloniale, celle d'un détournement ou d'un travestissement de l'expression politique, mais on peut se demander en quoi les fidèles des nouvelles églises prophétiques seraient des représentants plus « démocratiques » des acteurs politiques du bas.

25. Y.-A. Fauré, « Les constitutions et l'exercice du pouvoir en Afrique noire : pour une lecture différente des textes », *Politique africaine*, n° 1, 1981, p. 34-52.

26. J. Middleton et D. Tait (dir.), *Tribes without Rulers: Studies in African Segmentary Systems*, Londres, Routledge/Kegan Paul, 1958.

27. M. J. Swartz, *Local-Level Politics: Social and Cultural Perspectives*, Chicago, Aldine, 1968.

Dès la fondation de la revue, l'expression « politique par le bas » est soumise à toutes sortes de lectures et de critiques et je me contenterai ici de renvoyer aux contributions du dossier des *Cahiers d'études africaines* déjà mentionné et à celles de la rubrique « À livre ouvert » du premier numéro, qui porte justement sur *L'État au Cameroun*²⁸. Les points de vue rétrospectifs ne manquent pas, à commencer par ceux de Jean-François Bayart lui-même. En effet, son premier texte dans le numéro 1 est suivi d'un second, tout aussi décisif et au titre sans appel, « La revanche des sociétés africaines²⁹ », publié en 1983 dans le numéro 11. En 1989, toute la problématique de Bayart se déroule et s'argumente dans le volumineux *L'État en Afrique* dont le sous-titre, *La politique du ventre*, suscitera des polémiques internationales sans fin³⁰. En 1992, paraît un recueil de huit textes de Jean-François Bayart, Comi Toulabor et Achille Mbembe déjà publiés sous le titre, apparemment toujours d'actualité, *Le politique par le bas*, qui comporte un avant-propos et une introduction³¹. En 2008, une nouvelle édition voit le jour avec une nouvelle préface qui met encore plus en perspective les acquis et les interrogations soulevés par une problématique qui fête à ce moment-là ses trente ans³². J'ai rédigé dans la revue un compte rendu de *L'État en Afrique*³³ qui soulève un grand nombre de questions.

Mais ce tableau serait incomplet si l'on n'enregistrait pas la montée progressive d'une science politique polafienne néo-classique qui se penchait, aussi bien empiriquement que conceptuellement, sur la nature des appareils d'État et de la vie politique ordinaire, avec sa bureaucratie, ses partis, ses élections, ses responsables et ses idéologies. Cette tendance plutôt bordelaise prend progressivement les rênes de *Politique africaine* avec des chercheurs comme Dominique Darbon, Daniel Bach, Daniel Bourmaud, Patrick Quentin, René Otayek, dont plusieurs deviendront responsables du comité de rédaction. Des excès voient malheureusement le jour avec Jean-Pascal Daloz et Patrick Chabal qui théorisent la fonctionnalité des nouvelles formes de l'État africain à travers une espèce de cynisme moral et politologique que récusent les rédacteurs de *Politique africaine*

28. J.-F. Bayart, *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la FNSP, 1979. Les cinq auteurs sont Médard, Coulon, Fauré, Barbier et Copans pour un total de 19 pages. Bayart renvoie à son article de fond du même numéro mais n'entre pas dans le détail critique de nos commentaires.

29. J.-F. Bayart, « La revanche des sociétés africaines », *Politique africaine*, n° 11, 1983, p. 95-127.

30. J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

31. J.-F. Bayart, A. Mbembe et C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992.

32. J.-F. Bayart, A. Mbembe et C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire*, nouvelle édition augmentée, Paris, Karthala, 2008. Bayart se définit souvent comme un sociologue historiciste et évoque la micro-histoire comme une méthode permettant d'articuler le bas et le haut. C'est oublier que la véritable anthropologie historique de terrain pratiquait déjà cette approche depuis longtemps. La nouveauté de cette école pouvait se comprendre pour les historiens de l'Occident et de l'Europe mais, dans la panoplie des sciences sociales, elle restait tributaire pour une très large part de l'écrit (de nouveaux écrits certes restés « invisibles » au regard des problématiques archivistiques classiques, mais des écrits tout de même). Les vies politiques précoloniales, coloniales et postcoloniales modernes fonctionnent essentiellement par le biais de l'oralité, et c'est là où, selon moi, le patrimoine ethnologique fait la différence.

33. J. Copans, « Compte rendu de *L'État en Afrique* », *Politique africaine*, n° 37, 1990.

malgré le succès international rencontré par leurs analyses. Le promoteur de la nouvelle socio-anthropologie du développement, Jean-Pierre Olivier de Sardan, participe aux débats de la revue dans le sens où des chercheurs collaborant avec lui, comme Giorgio Blundo par exemple, abordent les questions de corruption, du fonctionnement quotidien des services publics de santé, d'agriculture ou encore de gestion urbaine³⁴. Une discussion assez vive eut d'ailleurs lieu entre Dominique Darbon et Jean-Pierre Olivier de Sardan sur la manière d'analyser la bureaucratie³⁵. Ces recherches articulent parfaitement une analyse simultanée du haut et du bas des appareils bureaucratiques et politiques. Je dois dire que je me retrouve plus dans cet objet, global en quelque sorte, que dans les cultures politiques de l'indocilité valorisées par exemple par Achille Mbembe, qui constituent l'autre pendant des regards polafiens à ce moment-là.

Cette triple interrogation sur l'objet, les concepts et les méthodes de recherche est fructueuse du fait même de son existence, mais elle soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses, et c'est ce programme pragmatique qui fait avancer à la fois les recherches individuelles (y compris les miennes) et le résultat éditorial de chacune des livraisons de la revue. Il n'y a jamais eu de ligne générale à suivre et à adopter. Les délibérations sans fin des AG ne sont pas répétitives; elles fixent des objectifs thématiques et analytiques, y compris le projet devenu plus ou moins bi-annuel, depuis 1984, de numéros nationaux qui s'efforcent de traiter les questions à la fois politiques et analytiques brûlantes d'un pays donné, d'un État-nation singulier dans son histoire, sa sociologie, son anthropologie et sa science politique. Il est évidemment très facile de faire la liste des pays jamais abordés et de ceux qui ont eu droit à plusieurs livraisons³⁶!

L'évolution de la revue et l'extrême variété des thèmes ou des domaines abordés, qui permettent de mobiliser des disciplines et des chercheurs absents lors des premières années, confirment la sensibilité de la profession africaniste non seulement à la nouveauté, mais surtout à la liberté de traitement d'objets déjà identifiés ou, au contraire, aux innovations programmatiques, fussent-elles au

34. Voir notamment G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan (dir.), *État et corruption en Afrique. Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers (Bénin, Niger, Sénégal)*, Paris, Karthala, 2007. Jean-Pierre Olivier de Sardan avait d'ailleurs participé au colloque d'hommage à la mémoire de Jean-François Médard dans la mesure où il le considérait comme l'initiateur français des analyses sur la corruption au sein des États africains modernes.

35. G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan, « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique africaine*, n° 83, 2001, p. 8-37; J.-P. Olivier de Sardan, « État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. Un diagnostic empirique, une perspective historique », *Politique africaine*, n° 96, 2004, p. 139-162; D. Darbon, « "Pour une socio-anthropologie de l'administration en Afrique II". Retour méthodologique à propos d'un article de Jean-Pierre Olivier de Sardan », *Politique africaine*, n° 96, 2004, p. 163-176; J.-P. Olivier de Sardan, « Brève réponse au commentaire de Dominique Darbon », *Politique africaine*, n° 96, 2004, p. 177-179.

36. Sans faire la liste des pays qui n'ont pas eu droit à un numéro spécifique (une vingtaine tout de même), relevons les cinq numéros pour la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo, et un total de trois numéros pour une dizaine d'autres pays. On pourra regretter très symboliquement l'absence de ce genre de traitement pour le Botswana, la Namibie, le Ghana, le Cap-Vert ou encore le Malawi.

premier abord des plus anecdotiques. Je pense par exemple aux premiers articles de Comi Toulabor ou même d'Achille Mbembe qui constituèrent de véritables interpellations empiriques et épistémologiques³⁷. Il en fut de même plus tard pour la notion de sorcellerie, déjà bien centrale dans l'anthropologie française avec Marc Augé, soulevée à son tour par Jean-François Bayart³⁸ et surtout par Peter Geschiere³⁹. *Politique africaine* est une caisse de résonance dont les échos deviennent de plus en plus perceptibles au cours du temps avec des ouvrages personnels ou collectifs, le tout témoignant d'une richesse de pensée et de publications qui s'enracinent dans l'ensemble du terreau des études africaines sans donner l'impression de provenir d'une cellule d'agit-prop ambitieuse et dogmatique, comme on a pu nous le reprocher à tort pendant les dix premières années.

Certes, cette histoire rhizomatique est difficile à synthétiser presque un demi-siècle plus tard. L'idée que tout est politique ou, au contraire, l'apparent délaissement du politique par le haut ne sont que des positions provisoires imposées par l'urgence de la course à la nouveauté. Les numéros nationaux n'oublient pas le style des politiques nationales dominantes : mobilisations et verrouillage politique, autoritarismes, guerre et paix, démocratie, parlements de la rue, métiers de l'ordre, citoyenneté, les juristes faiseurs d'État, le vote, l'État stationnaire, la fiscalité, la prison balisent empiriquement cette imagerie politiste au fil du temps. Certes, une dimension décisive semble absente de cette réflexion flexible, pluridisciplinaire et très anthropologique au sens lexicologique du terme (mais peut-être pas disciplinaire et conceptuel) : la totalité sociétale, la condensation nationale ou encore le comparatisme intra-africain, pour ne pas dire tiers-mondiste, du Sud ou encore plus global et mondial sont des dimensions moins présentes en tant qu'objets centraux des réflexions et des conceptualisations.

Je dois souligner que ce ne fut pas du tout mon point de vue. Dès mon premier texte sur la confrérie mouride rédigé à la fin de mon terrain au printemps 1969, j'élabore une problématique totalisante qui articule une perspective historiciste (structures précoloniales/coloniales/postcoloniales) et une perspective plutôt systémique : domination coloniale-impériale/société étatique nationale sénégalaise et, enfin, confrérie mouride⁴⁰. Dans la postface rédigée en 1979 pour la publication de l'ouvrage⁴¹, je distingue, du point de vue des relations dominant

37. Voir C. M. Toulabor, « Jeu de mots, jeu de vilains : lexique de la dérision politique au Togo », *Politique africaine*, n° 3, 1981, p. 55-71 ; A. Mbembe, « Pouvoir des morts et langage des vivants : les errances de la mémoire nationaliste au Cameroun », *Politique africaine*, n° 22, 1986, p. 37-72.

38. J.-F. Bayart, *L'État en Afrique...*, op. cit.

39. P. Geschiere, *Sorcellerie et politique en Afrique. La viande des autres*, Paris, Karthala, 1995. Voir le commentaire de cet ouvrage par R. Buitenhuijs, « De la sorcellerie comme mode populaire d'action politique », *Politique africaine*, n° 59, 1995, p. 133-139, et la réponse de P. Geschiere, « La clarté et la sorcellerie de Robert Buitenhuijs », *Politique africaine*, n° 59, 1995, p. 140-142.

40. Rappelons son origine récente dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

41. J. Copans, *Les marabouts de l'arachide. La confrérie mouride et les paysans du Sénégal*, Paris, Le sycomore, 1980.

les paysans mourides, les rapports économiques nationaux (et évidemment internationaux) puisque nous sommes dans le commerce néocolonial de l'arachide) articulés aux rapports politiques nationaux dominés par les appareils d'État et leurs acteurs d'une part, et la hiérarchie maraboutique propre à la confrérie d'ordre d'abord idéologique et théologique puis politique et économique d'autre part. Les conflits et les résistances à ces deux types de relation ne s'expriment pas du tout de la même manière. Il me paraissait ainsi possible d'articuler le niveau de la monographie villageoise avec la diversité des échelles et des genres des contextes régionaux, nationaux, voire même internationaux.

Me consacrant ensuite aux classes ouvrières au cours des années 1980-2000, j'ai dû évidemment introduire dans ma lecture des travaux et des recherches en cours sur le rôle des appareils d'État et des logiques d'entreprise sur la longue durée du ^{xx}e siècle initiée par les expériences du travail forcé, de la mobilisation militaire coloniale, puis enfin des migrations intra-africaines et internationales. Il n'est pas possible d'examiner les embryons ou les mimétismes des classes ouvrières publiques et privées sans faire de l'anthropologie politique par le bas, mais aussi simultanément par le haut à un niveau d'emblée sociétal, qu'il soit colonial ou postcolonial. J'ai par conséquent toujours relativisé « le politique par le bas » malgré ma propension militante, mais aussi scientifique, à valoriser les oubliés tant de la recherche que du développement. J'en suis donc venu à me soumettre à deux reprises à l'exercice de l'essai du panorama sociétal total ou global. D'abord en tant que polafien fidèle dans ma contribution à une autre forme de célébration du dixième anniversaire, celle de la publication de l'ouvrage *Les Afriques politiques* dirigé par Christian Coulon et Denis-Constant Martin en 1991⁴². Le chapitre qui m'échut s'intitulait « Les structures sociales » et signalait par ce terme un renvoi aux sociétés et aux classes sociales puisque j'étais toujours considéré comme un marxiste utile pour traiter de ce qui échappait encore au seul politique par le bas. Je récidivais de manière plus descriptive et comparative dans la portion d'un chapitre du volume 2 du manuel d'histoire dirigé par Elikia M'Bokolo⁴³.

À nouveau détourné de mes activités réflexives par des tâches administratives universitaires de toutes sortes, ce n'est qu'au tournant de l'année 2000 que je me remets sur ce chantier tant en actualisant mon analyse de la confrérie mouride vingt ans après qu'en me penchant sur la catégorie centrale des fonctionnaires

42. Voir C. Coulon et D.-C. Martin (dir.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991. Cet ouvrage comporte 17 textes de 16 auteurs. Seuls trois chercheurs, exerçant dans des universités américaines ou québécoises, ne sont pas membres du nouveau comité de rédaction. L'auteur de la conclusion intitulée « Épilogue », Samuel Nolutshungu, sud-africain, est le seul originaire de l'Afrique. Cependant, le comité de rédaction de la revue comprend enfin deux Africains, piliers du politique par le bas, Achille Mbembe et Comi Toulabor. L'ouvrage est dédié à Georges Balandier.

43. Voir J. Copans, « Les structures sociales », in C. Coulon et D.-C. Martin (dir.), *Les Afriques politiques*, op. cit., p. 140-154; J. Copans (avec des contributions de L. Nzuzi, L. Mateso et E. M'Bokolo), « Économies et sociétés contemporaines », in E. M'Bokolo, *Afrique noire. Histoire et civilisation. Tome II : XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Hatier/Aupelf, 1992, p. 497-549.

ou enfin sur la notion passe-partout d'acteurs émergents⁴⁴ qui est en train de mobiliser tout un réseau de chercheurs de la MSH (Maison des sciences de l'homme). C'est à ce moment-là que je propose l'hypothèse de la fin de la société « d'État », de la disparition des sociétés coloniales, puis nationales hétérogènes tenues provisoirement ensemble par des appareils politico-administratifs englobants. Mais, au même moment, je me convertis, originellement pour des raisons pédagogiques, aux études sur le développement, ce qui m'a permis de remplacer en quelque sorte Jean-François Bayart par Jean-Pierre Olivier de Sardan (au plan purement symbolique et référentiel) pour traiter cette fois-ci du développement par le bas et de l'intérieur, comme le font efficacement les sciences sociales en ce tournant du siècle, ce qui était un véritable retournement des approches globalistes des années 1960-1980 comme les avait fondées par exemple Georges Balandier en France.

Politique africaine a suivi ce cheminement de son côté mais je ne suis pas sûr que toute la réflexivité nécessaire était au rendez-vous : je ne parle pas de l'intérêt personnel des chercheurs concernés mais plus globalement du niveau programmatique d'un retour sur le bas qui, se retournant sur lui-même, envisage le politique vu depuis l'intérieur, du bas du « haut » en quelque sorte, ce qui est peut-être tout à fait différent. Dès l'avant-propos initial du numéro 1, *Politique africaine* s'était présenté comme se positionnant au-delà de la dichotomie dominante en cours des années 1980 : elle ne se reconnaît (ne se reconnaîtra ?) ni dans le libéralisme normatif et institutionnel des programmes universitaires en place, ni dans le marxisme trop dépendantiste ou simpliste qui semble ravager l'examen des dynamiques socio-politiques. Il ne s'agit rien de moins que d'un « troisième souffle des études africanistes⁴⁵ » !

Une petite parenthèse à la fois personnelle et historique s'impose ici puisque j'étais encore à l'époque, en toute amitié et en tout respect réciproque, l'anthropologue marxiste de l'équipe. Je ne vais pas mener ici un examen critique du marxisme français et international des années 1970 puisque cette préoccupation reste extérieure à cette contribution. J'ai toujours tenu un discours très critique et auto-critique tant à l'égard du marxisme stalinien des partis communistes que des partis ou des mouvements de libération nationale des pays du tiers-monde, et notamment africains. Je renvoie à ma bibliographie activiste mais aussi académique, comme le prouvent dès le début mes deux comptes rendus des ouvrages de Majhemout Diop sur le Mali et le Sénégal⁴⁶. D'un point

44. J. Copans, « Mourides des champs, mourides des villes, mourides du téléphone portable et de l'internet : les renouvellements de l'économie politique d'une confrérie », *Afrique contemporaine*, n° 194, 2000, p. 24-33 ; J. Copans, « Afrique noire ; un État sans fonctionnaires ? » *Autrepart*, n° 20, 2001, p. 11-26 ; J. Copans, « La fin de la société "d'État" : entre mobilités sociales et violences invisibles », in Y. Lebeau, B. Niane, A. Piriou et M. de Saint-Martin (dir.), *État et acteurs émergents en Afrique*, Paris, Karthala/Ifra, 2003, p. 7-21.

45. C. Coulon, J.-F. Bayart et Y.-A. Fauré, « Avant-propos », *Politique africaine*, n° 1, 1981, p. 3.

46. M. Diop, *Histoire des classes sociales en Afrique. I. Le Mali*, Paris, François Maspero, 1971 ; M. Diop, *Histoire des classes sociales en Afrique. II. Le Sénégal*, Paris, François Maspero, 1972. Ma critique du

de vue plus disciplinaire, j'avais analysé la confrérie mouride en dehors des sentiers battus de l'époque, remis en cause le caractère pseudo-révolutionnaire du dépendantisme de Samir Amin et, surtout, mis en lumière les limites très apolitiques, selon moi, de l'anthropologie économique marxiste à la française⁴⁷. Venant de me lancer dans les études des classes ouvrières africaines en 1976, je m'étais amusé des critiques de Pierre-Philippe Rey ou encore de Claude Meillassoux qui ne comprenaient pas que je puisse m'intéresser à une classe sociale d'un type occidental apparemment bien connu alors que les modes de production précapitalistes nous tendaient les bras!

La mise à distance du marxisme par les fondateurs de *Politique africaine* était plus fondée, selon moi, sur une mauvaise interprétation de l'esprit du marxisme, sur une vision francocentrée biaisée tant par les débats politico-idéologiques et économiques de la notion de capitalisme monopoliste d'État propagée par le PCF, en cette période de préparation polémique du programme d'union de la gauche devant soutenir François Mitterrand, que par le conflit sino-soviétique et le révolutionnarisme verbeux et nullement informé empiriquement des leaders (autoproclamés) de l'extrême gauche africaine, que ce soit dans les pays lusophones tout juste libérés ou dans les pays francophones à l'extrême gauche ultra-francisée. Certes, les études politistes africanistes anglo-saxonnes connaissaient de leur côté une tradition radicale très puissante et bien connue avec des chercheurs comme l'historien Basil Davidson, les responsables de la *Review of African Political Economy* (ROAPE) en Grande-Bretagne, ou encore Giovanni Arrighi et John S. Saul en Amérique du Nord⁴⁸. Le marxisme du politiste Nikos Poulantzas rencontrait certes un grand succès en France à l'époque mais son

premier paraît dans *L'Homme* (J. Copans, « Économies et luttes politiques de l'Afrique noire contemporaine. Sur quelques ouvrages récents », *L'Homme*, vol. 12, n° 3, 1972, p. 119-131), ce qui confirme l'ouverture d'esprit de son secrétaire de rédaction, Jean Pouillon, qui était également celui de la revue de Sartre, *Les temps modernes*. La seconde paraît en 1973 dans les *Cahiers d'études africaines*. Voir J. Copans, « Comment lire Marcel Griaule ? À propos de l'interprétation de Dirk Lettens », *Cahiers d'études africaines*, 1973, n° 49, p. 154-172. Les années de fondation de la revue me voient intervenir dans les débats sur l'engagement des chercheurs et des intellectuels : voir les deux textes repris dans les annexes de la première édition de J. Copans, *La longue marche de la modernité africaine : savoirs, intellectuels, démocratie*, Paris, Karthala, 1990, p. 367-378.

47. Voir J. Copans (sous le nom de J. Floret), « Samir Amin ou le cheval de Troie... », art. cité. J'ai une longue bibliographie de critiques internes de l'anthropologie économique marxiste. Voir notamment J. Copans, « Attention ! Une anthropologie marxiste peut en cacher une autre ! », in J.-C. Delaunay (dir.), *Actualité du marxisme*, tome 1, Paris, Anthropos, 1982, p. 39-50 ; J. Copans, « Mode de production, formation sociale, ou ethnique ? Les leçons d'un long silence de l'anthropologie marxiste française », *Revue canadienne des études africaines*, vol. 20, n° 1, 1986 [1982], p. 74-90 ; J. Copans, « Les modèles marxistes dans l'anthropologie économique française : prêt-à-porter ou haute couture ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 84, 1988, p. 161-176.

48. Mes relations amicales et politiques avec les fondateurs de la ROAPE (qui s'étaient déplacés jusqu'à Paris pensant retrouver des « camarades » dans les contributeurs de *Politique africaine* !) m'avaient conduit à être intégré comme *contributing editor* de 1981 à 2008 et à y écrire de temps à autre. Ainsi, le premier numéro de l'année 2020 comporte-t-il un article où j'explique aux lecteurs anglophones les spécificités du marxisme anthropologique et africaniste français totalement ignoré outre-Manche. Voir J. Copans, « Have the Social Classes of Yesterday Vanished from Africanist Issues or Are African Societies Made Up of New Classes? A French Anthropologist's Perspective », *Review of African Political*

influence africaniste était inexistante⁴⁹. Pour conclure rapidement sur ce qui-proquo, l'époque était à la montée d'un anti-marxisme généralisé. En tout cas pour moi, l'ambition de la revue visait à un triple retour : à celui de l'histoire africaine aussi bien précoloniale que coloniale (comme pour Jean-François Bayart), à une anthropologie sociale et culturelle du quotidien politique des populations (qui ne manifestait en rien *a priori* des qualités populaires ou populistes !) et enfin à une compréhension sans exotisme ethnographique de l'action politique de « toutes » les catégories sociales. Même si le bas avait été quelque peu oublié, il n'était pas possible de l'examiner sans l'inclure systématiquement dans un ensemble relationnel structuré avec « le haut ». Tout cela me paraissait parfaitement marxiste avec une touche d'engagement, sinon pratique du moins intellectuel, tout à fait indispensable. Dans les années 1980, la revue répondait parfaitement à ces trois critères.

OÙ SONT PASSÉS LES CHERCHEURS AFRICAINS ?

Politique africaine est une revue française mais, dans la mesure où elle porte sur l'Afrique tout entière, elle est soumise à toutes les dynamiques qui traversent non seulement le continent, mais aussi la diaspora et la communauté afro-américaine de plus en plus présentes dans le registre de l'analyse africaniste. Pendant vingt ans, j'ai fait partie du Centre d'études africaines de l'EHESS en tant que titulaire, puis comme associé tout à fait intégré jusqu'à ce que les réformes universitaires de 2005 interdisent une double appartenance institutionnelle pour des raisons tout à fait comptables, mais ni scientifiques ni académiques. Le découpage disciplinaire entre aires culturelles et centres disciplinaires a des raisons d'être historiques qui remontent en France aux années 1950 et qui présentait à l'époque des justifications indiscutables. Dès les années 1960, les centres de recherche français cooptaient des candidats africains, en nombre certes tout à fait symbolique, mais les ayant fréquentés sur les bancs de la Sorbonne dès le début des années 1960, au lendemain des indépendances, je pensais que, le temps aidant, leur présence serait de plus en plus visible, non seulement comme étudiants mais aussi comme collègues. En fait, je m'étais lourdement trompé sur ce dernier point. Même si le nombre de doctorants augmentait quelque peu, l'alternative insertion française ou retour au pays compliquait certainement leurs ambitions. Le retard des autorités françaises à favoriser le développement des universités africaines (ne serait-ce que par rapport aux politiques britanniques de l'époque coloniale), le peu d'enthousiasme des dirigeants nationaux africains à créer

Economy, vol 47, n° 163, 2020, p. 10-26. Le blog qui présente ce texte s'intitule « The Great Omission: Debating Anglo-African Studies » !

49. Voir tout de même l'étude de H. Bertrand, *Le Congo. Formation sociale et mode de développement économique*, Paris, François Maspero, 1975.